

Rapport annuel
**La balance des paiements
et la position extérieure
de la France**

2018

Rapport annuel
**La balance des paiements
et la position extérieure
de la France**

2018

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	5
FICHES THÉMATIQUES	15
Les commissions pour usage de la propriété intellectuelle	17
La réforme fiscale américaine a-t-elle un impact sur les investissements directs américains en France et dans la zone euro ?	19
Les échanges entre la France et le Royaume-Uni	21
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2017 ET 2018 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	25
ANNEXES	
Partie I Glossaire	A1
Partie II Définition des zones géographiques	A9
Partie III Balance des paiements – révisions des données 2016 et 2017	A11
Partie IV Position extérieure – révisions des données 2016 et 2017	A13

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site internet de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees>

| VUE D'ENSEMBLE

Le déficit des transactions courantes s'élève à 15,1 milliards d'euros en 2018, soit 0,6% du produit intérieur brut (PIB).

- Il se réduit de 1,3 milliard d'euros par rapport à l'année précédente, notamment grâce à l'amélioration du solde des services (+ 3,6 milliards d'euros) et à celle du solde des revenus (+ 1,7 milliard).
- Le déficit du commerce des biens augmente cependant (de 4,1 milliards d'euros), en raison de l'augmentation de la facture énergétique.

Le compte financier se solde par des entrées nettes de capitaux de 27,3 milliards d'euros.

- Les investissements directs enregistrent toutefois des sorties nettes pour 55,2 milliards d'euros, du fait d'investissements français à l'étranger particulièrement importants (86,8 milliards).

La dégradation de la position extérieure nette reste modérée (4,0 milliards d'euros), grâce à une valorisation favorable des stocks qui atténue l'effet du compte financier débiteur.

- À - 16,4 % du PIB, la position extérieure nette de la France est très en deçà du seuil défini par la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique (- 35 %).
- La part de la dette négociable de l'État détenue à l'étranger diminue : 52,3% fin 2018, après 54,5% fin 2017. Cette évolution résulte largement des programmes d'achats d'actifs de l'Eurosystème, les titres publics français acquis par la Banque de France étant comptabilisés dans la part résidente de la détention de dette publique.

LE DÉFICIT DES TRANSACTIONS COURANTES SE RÉDUIT EN 2018

Le solde des **transactions courantes** s'établit à - 15,1 milliards d'euros (0,6% du PIB) en 2018, contre - 16,4 milliards en 2017.

Cette baisse du déficit des transactions courantes provient de l'amélioration des excédents des services et des revenus, pour respectivement 3,6 et 1,7 milliards d'euros. En revanche, le solde des biens se dégrade de 4,1 milliards d'euros, en raison d'une facture énergétique qui s'alourdit de 6,3 milliards.

Le déficit commercial se creuse mais les exportations progressent

Le **solde commercial** est de - 25,4 milliards d'euros, en légère dégradation par rapport à celui de 2017. Il s'agit de la troisième année consécutive de détérioration des échanges commerciaux.

Les exportations françaises continuent de croître, de 4,6% pour les biens et de 3,7% pour les services. Les importations quant à elles progressent respectivement de 4,9% et 2,3% pour les biens et les services.

T0-1 Principaux soldes des transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2017	2018	Évolution 2018/2017
Transactions courantes	- 16,4	- 15,1	1,3
(en % du PIB)	- 0,7	- 0,6	0,1
Biens ^{a)}	- 45,2	- 49,3	- 4,1
<i>Biens hors énergie</i>	- 7,8	- 5,6	2,2
<i>Énergie</i>	- 37,4	- 43,7	- 6,3
Services	20,2	23,8	3,6
<i>Voyages</i>	14,2	14,9	0,7
<i>Autres services</i>	6,0	8,9	2,9
Revenus ^{b)}	8,6	10,3	1,7
<i>Revenus primaires</i>	52,3	58,0	5,7
<i>Revenus secondaires</i>	- 43,7	- 47,7	- 4,0

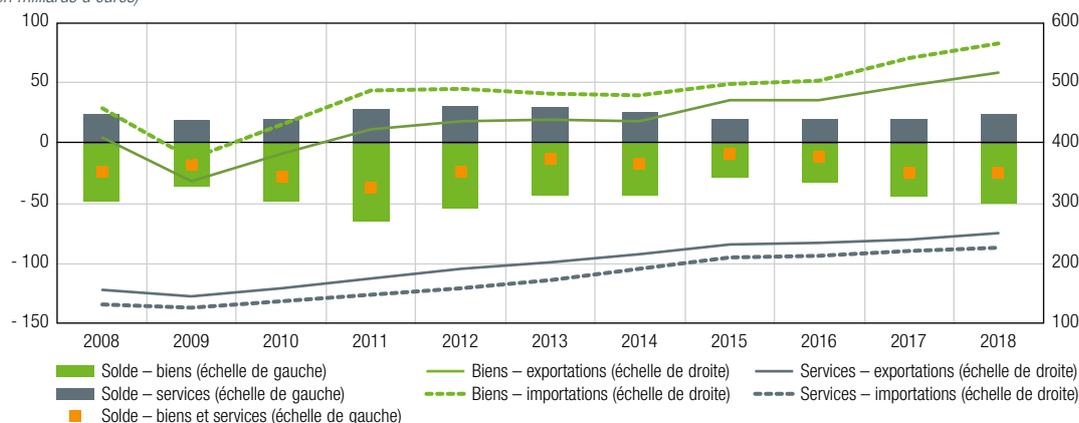
a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales édictées par le Fonds monétaire international.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

G0-1 Exportations et importations de biens et services

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T0-2 Exportations et importations de biens et de services

(en milliards d'euros et en %)

	2017	2018
Biens		
Exportations	495	518
Croissance en %	5,1	4,6
Importations	540	567
Croissance en %	7,4	4,9
Services		
Exportations	241	249
Croissance en %	2,8	3,7
Importations	220	226
Croissance en %	3,0	2,3

Source : Banque de France.

Le déficit du commerce des biens est lié au poids de la facture énergétique

Le déficit du **commerce des biens** s'élève à 49,3 milliards d'euros, dont 43,7 correspondent à la facture énergétique.

Le **négoce international** se solde par un excédent de 11,2 milliards d'euros, en baisse de 2,9 milliards par rapport à 2017. En revanche, les échanges de **marchandises générales** se traduisent par un déficit de 60,4 milliards d'euros, en progression de 1,1 milliard.

Les données douanières enregistrent un déficit de 59,6 milliards d'euros en FAB-FAB, et 78,2 milliards

T0-3 Soldes des échanges de biens

(en milliards d'euros)

	2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	495,2	540,4	- 45,2	517,8	567,1	- 49,3
Marchandises	481,1	540,4	- 59,3	506,6	567,1	- 60,4
Données douanières	473,4	531,2	- 57,7	491,7	551,4	- 59,6
Corrections et ajustements	6,2	5,8	0,4	13,2	11,6	1,7
Soutage et avitaillement	1,5	3,4	- 1,9	1,7	4,2	- 2,5
Négoce international	14,1		14,1	11,2		11,2
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 57,3		- 57,3	- 61,4		- 61,4
Négoce (biens revendus – exportations)	71,4		71,4	72,6		72,6

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données brutes ; calculs Banque de France.

T0-4 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services)

(en milliards d'euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en %)	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en %)	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	491,7	3,9	551,4	3,8	- 59,6	- 1,9
Échanges de marchandises CAF-FAB ^{a)}	482,3	3,9	560,5	3,9	- 78,2	- 2,8
dont :						
Secteurs agricole et agroalimentaire	62,4	1,9	55,7	- 0,1	6,7	1,2
Produits énergétiques	20,8	16,6	66,7	16,8	- 45,9	- 6,7
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	89,9	2,0	118,3	2,6	- 28,5	- 1,2
Matériels de transports	112,8	4,9	97,3	2,8	15,5	2,6
Autres produits industriels	193,3	3,8	219,2	2,8	- 25,9	1,2

a) Hors matériel militaire.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données brutes ; calculs Banque de France.

d'euros en CAF-FAB ¹. Les déficits sont particulièrement importants pour l'approvisionnement énergétique (solde de - 45,9 milliards en CAF-FAB), pour les équipements mécaniques, électriques et informatiques (- 28,5 milliards) ou encore les autres produits industriels (- 25,9 milliards). À l'inverse, les secteurs agricole et agroalimentaire ainsi que les matériels de transports dégagent des excédents pour respectivement 6,7 et 15,5 milliards d'euros.

L'excédent des échanges de services progresse grâce aux services de recherche et développement et aux services professionnels et de conseil en gestion

L'excédent des échanges de services s'élève à 23,8 milliards d'euros en 2018. Il augmente de 3,6 milliards par rapport à 2017.

T0-5 Soldes des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2017	2018
Services	20,2	23,8
Transports	- 2,9	- 4,6
Voyages	14,2	14,9
Autres services ^{a)}	8,9	13,5

a) Cf. détails dans le [tableau statistique 1.7](#) « Autres services » consultable sur le site internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

Les **services de voyages** en restent le principal contributeur. Leur solde s'établit à 14,9 milliards d'euros, avec des recettes qui progressent de 6,4 % (pour atteindre 55,5 milliards), et des dépenses qui croissent de 7,0 % (et s'établissent à 40,5 milliards).

À l'inverse, les **transports** constituent le déficit d'échanges de services le plus important, avec un solde de - 4,6 milliards d'euros, en baisse de 1,6 milliard par rapport à 2017. Cette dégradation s'explique principalement par celle du transport aérien de passagers (- 1,3 milliard d'euros).

Les **autres services** ² enregistrent un excédent de 13,5 milliards d'euros, en progression de 4,6 milliards par rapport à 2017.

Les exportations de **services de recherche et développement**, et celles de **services professionnels et de conseil en gestion**, progressent de 1,9 milliard d'euros chacune, et atteignent respectivement 13,1 et 24,2 milliards.

Le solde des **services d'assurance et de pension** (particulièrement déficitaire en 2017 en raison de

1 Dans la méthodologie de la balance des paiements, les marchandises générales sont évaluées à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale (« franco à bord » - FAB), que ce soit pour les importations ou les exportations (FAB-FAB). En revanche, les données douanières ventilées par type de produit incluent les coûts d'assurance et d'acheminement à la frontière du pays importateur (« coût assurance et fret » - CAF) pour les importations (CAF-FAB).

2 Autres que les voyages et les transports.

règlements de réassurance pour les dommages causés par les catastrophes naturelles aux États-Unis) s'améliore également, passant de - 2,4 milliards d'euros à - 0,6 milliard.

Le solde des **services financiers** reste stable à 3,5 milliards d'euros.

Les échanges commerciaux de la France se font majoritairement avec les pays de l'Union européenne

L'Union européenne représente 58% des échanges commerciaux de la France (dont 77,6% pour la zone euro). Ces échanges sont globalement déficitaires, à hauteur de 38,6 milliards d'euros en 2018, dont 28,9 milliards vis-à-vis de l'Allemagne. La France enregistre cependant des excédents commerciaux importants vis-à-vis du Royaume-Uni (13,2 milliards d'euros) et de la Belgique (5,0 milliards d'euros).

Vis-à-vis des pays hors Union européenne, les échanges commerciaux français sont excédentaires de 13,2 milliards d'euros. Ces excédents concernent en premier lieu les États-Unis (12,4 milliards d'euros)

et la Suisse (8,9 milliards d'euros). À l'inverse, le solde vis-à-vis de la Chine est fortement déficitaire (- 17,7 milliards).

T0-6 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2018

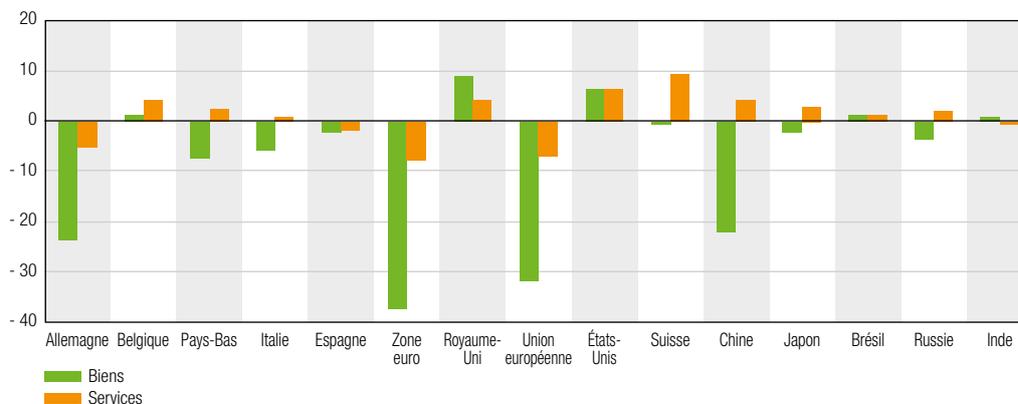
(selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations
Allemagne	95,8	124,7
Belgique	56,8	51,8
Pays-Bas	31,7	36,9
Italie	48,0	52,8
Espagne	47,3	51,4
Zone euro	331,1	376,2
Royaume-Uni	63,8	50,6
Union européenne	436,4	475,1
États-Unis	74,5	62,1
Suisse	31,9	23,1
Chine	33,2	50,9
Japon	11,6	11,1
Brésil	5,9	3,8
Russie	9,0	10,5
Inde	8,3	8,1
Monde	767,2	792,6

Source : Banque de France.

G0-2 Ventilation géographique des soldes des biens et services en 2018

(en milliards d'euros)



Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

Les revenus nets provenant de l'étranger augmentent

Les **revenus primaires** représentent les rémunérations perçues et versées en contrepartie des contributions transfrontalières à la production, à la fourniture d'actifs financiers, ou à la location de ressources naturelles (« Loyers »).

En 2018, ils se traduisent par un solde de 58,0 milliards d'euros, en augmentation de 5,7 milliards par rapport à 2017.

Le solde des **revenus des travailleurs frontaliers** atteint 20,5 milliards d'euros, un niveau équivalent à celui de 2017.

T0-7 Soldes des revenus primaires

(en milliards d'euros)

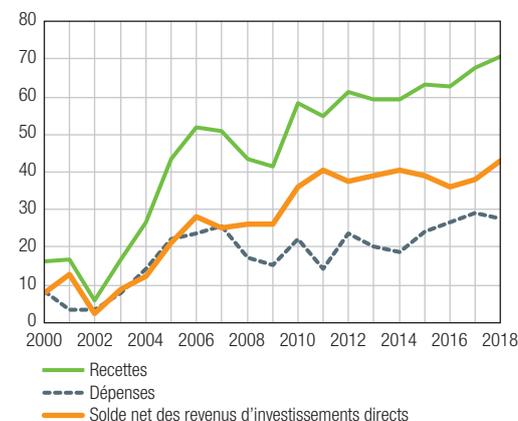
	2017	2018
Rémunération des salariés	20,5	20,5
Revenus d'investissements	27,7	31,7
Revenus d'investissements directs	38,2	43,2
Revenus d'investissements de portefeuille	- 12,5	- 15,6
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	1,3	3,1
Revenus des avoirs de réserve	0,6	1,0
Autres revenus primaires	4,1	5,8
Total	52,3	58,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G0-3 Évolution des revenus d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Le solde des **revenus d'investissements** s'élève à 31,7 milliards d'euros, soit 4,0 milliards de plus qu'en 2017.

Cette progression résulte principalement de la hausse des **revenus d'investissements directs**, dont le solde s'accroît de 4,9 milliards (baisse des dépenses de 1,5 milliard et hausse des recettes de 3,4 milliards) pour atteindre 43,2 milliards d'euros.

Les recettes nettes générées par les investissements directs s'expliquent à la fois par un stock d'avoirs supérieurs aux engagements (1 317 milliards d'euros, contre 720 milliards en 2018, cf. tableau T0-11 *infra*), et par une rémunération des participations françaises à l'étranger supérieure à celle des participations étrangères en France (5,8 %, contre 4,1 %).

À l'inverse, le solde des **revenus d'investissements de portefeuille** est déficitaire à - 15,6 milliards d'euros, en raison d'engagements supérieurs aux avoirs, tandis que la rémunération du portefeuille français en titres étrangers est équivalente aux coûts des engagements (1,9 %, contre 2,0 %).

Les **revenus des prêts et emprunts courants** (« autres investissements »), qui retracent notamment l'activité interbancaire internationale, présentent un excédent de 3,1 milliards d'euros, après un solde de 1,3 milliard en 2017.

Le solde des **autres revenus primaires**, composés essentiellement des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts) augmente, passant de 4,1 à 5,8 milliards d'euros.

Le solde des transferts courants se creuse

Les **revenus secondaires** représentent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Leur solde s'établit à - 47,7 milliards d'euros en 2018, contre - 43,7 en 2017.

Ce déficit est notamment dû aux transferts courants des administrations publiques (- 28,7 milliards d'euros), qui recouvrent entre autres les versements de la France aux institutions européennes et internationales.

T0-8 Solde des revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2017	2018
Revenus secondaires des administrations publiques	- 25,5	- 28,7
Prestations sociales	- 7,1	- 7,0
Coopération internationale	- 6,0	- 5,8
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 16,3	- 20,6
Autres transferts des administrations publiques	3,9	4,6
Revenus secondaires des autres secteurs	- 18,2	- 19,0
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>- 10,3</i>	<i>- 10,5</i>
Total	- 43,7	- 47,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

Les **envois de fonds des travailleurs** atteignent 10,5 milliards d'euros, un montant stable sur les dernières années.

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER PROGRESSENT

En 2018, les flux financiers entre la France et le reste du monde se soldent par des entrées nettes de capitaux de 27,3 milliards d'euros (31,0 milliards en 2017).

Les investissements directs français à l'étranger augmentent nettement

Les **investissements directs** se soldent par des sorties nettes de 55,2 milliards d'euros en 2018, en hausse de 45,0 milliards par rapport à 2017.

En particulier, les investissements français à l'étranger atteignent 86,8 milliards d'euros en 2018, soit une progression de 50,2 milliards par rapport

T0-9 Compte financier

(en milliards d'euros)

	2017	2018
Compte financier	- 31,0	- 27,3
Avoirs	224,8	331,6
Engagements	255,8	359,0
Investissements directs	10,2	55,2
Français à l'étranger	36,6	86,8
Étrangers en France	26,4	31,6
Investissements de portefeuille	23,6	- 5,0
Avoirs	53,6	19,2
Engagements	30,0	24,2
Instruments financiers dérivés	- 1,2	- 25,9
Avoirs	6,5	73,6
Engagements	7,8	99,5
Autres investissements	- 60,5	- 62,0
Avoirs	131,1	141,7
Engagements	191,6	203,7
Avoirs de réserve	- 3,0	10,4

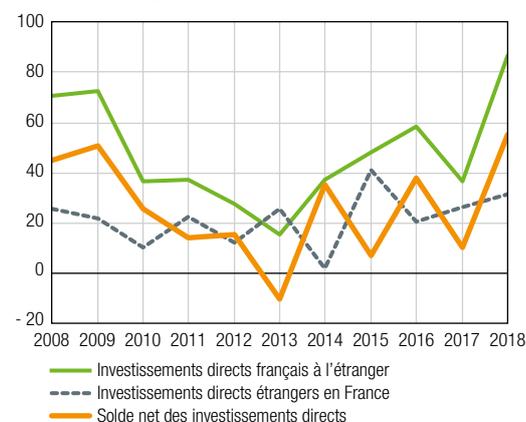
Source : Banque de France.

à 2017. Cette hausse s'explique notamment par quelques grosses opérations de fusions/acquisitions réalisées en cours d'année, les trois premières représentant 50,5 milliards d'euros³.

Les investissements étrangers en France quant à eux progressent pour s'établir à 31,6 milliards d'euros (+ 5,2 milliards par rapport à 2017).

G0-4 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

3 Cf. détails dans le [tableau statistique 2.7](#) « Investissements directs français à l'étranger – Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2018 » consultable sur le site internet de la Banque de France.

Le solde des investissements de portefeuille ressort négatif

En **investissements de portefeuille**, les achats nets de titres étrangers par les résidents français s'élevèrent à 19,2 milliards d'euros en 2018, soit 34,4 milliards de moins qu'en 2017. Les acquisitions nettes de titres français par les non-résidents atteignent 24,2 milliards d'euros (en baisse de 5,8 milliards par rapport à 2017). Ainsi, le solde des investissements de portefeuille ressort négatif à - 5,0 milliards d'euros, alors qu'il était de 23,6 milliards l'année précédente.

La baisse des achats nets de titres étrangers s'explique notamment par des cessions nettes pour 28,4 milliards d'euros en actions et parts de fonds d'investissement. En revanche, les investisseurs français ont acquis 47,6 milliards d'euros en titres de créance.

Les titres de dette publique française font également l'objet de cessions nettes de la part des investisseurs étrangers, pour 13,8 milliards d'euros.

Le solde des autres investissements reste stable, celui des instruments financiers dérivés se creuse

Les entrées nettes de capitaux des **autres investissements** sont équivalentes à celles de 2017 (62,0 milliards d'euros, contre 60,5 milliards). Les opérations de prêts et emprunts des institutions financières et monétaires françaises hors Banque de France vis-à-vis de l'étranger en composent l'essentiel (47,0 milliards, cf. annexe statistique 4.1).

Les **instruments financiers dérivés** se soldent également par des entrées nettes de 25,9 milliards d'euros.

LA DÉGRADATION DE LA POSITION EXTÉRIEURE NETTE DE LA FRANCE RESTE MODÉRÉE

La **position extérieure nette** de la France s'établit à - 384,9 milliards d'euros fin 2018 (- 16,4 % du PIB), soit une dégradation de 4,0 milliards par rapport à fin 2017.

T0-10 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2017 et fin 2018

(en milliards d'euros et en % du PIB)

	Montant	en % du PIB
Position nette à fin 2017	- 380,9	- 16,6
Variation imputable aux transactions courantes et au compte de capital	- 13,1	- 0,6
Variation de change	6,3	0,3
Variation boursière	32,6	1,4
Autres variations	- 29,9	- 1,3
Position nette à fin 2018	- 384,9	- 16,4

Source : Banque de France.

T0-11 Position extérieure de la France à fin 2018

(en milliards d'euros et en % du PIB)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	596,4
Français à l'étranger	1 317,0
Étrangers en France	720,5
Investissements de portefeuille	- 717,3
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 378,2
Engagements (non-résidents sur titres français)	3 095,5
Instruments financiers dérivés	- 72,5
Prêts et emprunts	- 337,1
Avoirs de réserve	145,6
Position extérieure nette	- 384,9
<i>en % du PIB</i>	<i>- 16,4</i>
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	954,3
<i>en % du PIB</i>	<i>40,6</i>

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

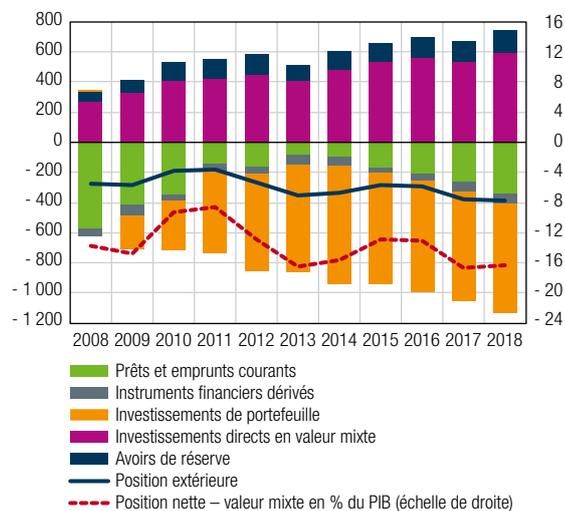
Source : Banque de France.

Cette baisse modérée malgré le financement du déficit courant s'explique notamment par des plus-values latentes, liées aux variations de cours et de taux de change, plus élevées sur les avoirs que sur les engagements. Elles améliorent la position extérieure de 38,9 milliards d'euros en 2018.

La position extérieure nette française reste par ailleurs significativement en deçà du seuil d'alerte fixé par la procédure européenne de déséquilibres macro-économiques (- 35%). À titre de comparaison, la position extérieure nette de l'Allemagne est de 61 % du PIB allemand, celle de l'Italie de - 4 % et celle de l'Espagne de - 77 %.

G0-5 Position extérieure nette de la France sur longue période

(en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

Au sein de la position extérieure, la position en investissements de portefeuille reste la plus débitrice à - 717,3 milliards d'euros, un niveau proche de celui de fin 2017 (- 718,8 milliards). La dette en titres des administrations publiques vis-à-vis de l'étranger diminue néanmoins, à 1 194 milliards d'euros, après 1 228 milliards, et la part de la dette négociable de l'État détenue par des investisseurs étrangers atteint 52,3%, contre 54,5% fin 2017. Cette évolution résulte largement des programmes d'achats d'actifs de l'Eurosystème, les titres publics français acquis par la Banque de France étant comptabilisés dans la part résidente de la détention de dette publique.

T0-12 Position extérieure nette en 2018 par secteur

(en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 384,9
Banque de France	111,5
Administrations publiques	- 1 107,2
Banques	- 275,4
Autres secteurs	886,1

Source : Banque de France.

T0-13 Dette extérieure nette, ventilation par devise hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2017	2018
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	880,2	954,3
Euro	692,0	793,3
Dollar US	199,0	231,5
Yen	- 85,9	- 131,2
Livre sterling	81,8	65,7
Yuan	2,4	2,8
Autres monnaies	- 9,1	- 7,8

Source : Banque de France.

La position en investissements directs est créditrice à hauteur de 596,4 milliards d'euros, contre 540,4 milliards fin 2017. Cette hausse s'explique principalement par le solde des flux enregistrés sur l'année.

La **dette extérieure nette** (hors avoirs de réserve) s'élève à 954 milliards d'euros fin 2018, en hausse de 74 milliards par rapport à fin 2017. Cette dette est principalement libellée en euros (pour 793 milliards), mais également en dollars pour une partie significative (232 milliards). L'économie française détient inversement des créances nettes en yens (131 milliards).

| FICHES THÉMATIQUES

I LES COMMISSIONS POUR USAGE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les commissions pour usage de la propriété intellectuelle n.i.a. ¹ sont enregistrées dans les transactions courantes. Elles correspondent aux échanges de services relatifs aux redevances périodiquement versées pour les brevets, marques, modèles, droits d'auteur et de propriété dont l'utilisation ou l'exploitation a été concédée par un résident à un non-résident, et inversement. Certaines filières, comme la pharmacie ou le secteur des cosmétiques et du luxe, contribuent significativement à ces services (cf. encadré *infra*).

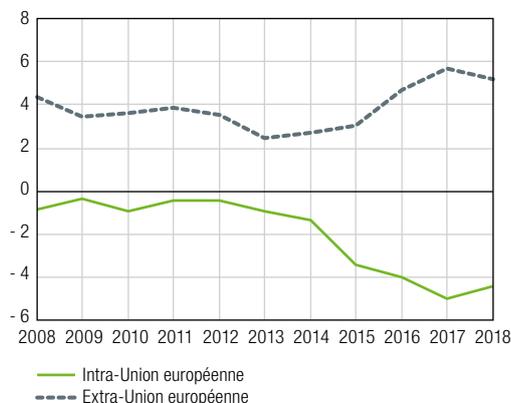
La France enregistre un excédent relativement stable depuis 2016 sur cette ligne de service, légèrement inférieur au milliard d'euros. Les niveaux affichés sur les trois dernières années sont en retrait par rapport à ceux atteints entre 2008 et 2012 (autour de 3 milliards d'euros). La réduction du solde s'explique surtout par une hausse des importations supérieure à celle des exportations, les deux flux connaissant une croissance pendant la période.

Le solde des échanges des commissions pour usage de la propriété intellectuelle avec les autres pays de

l'Union européenne (UE) est déficitaire et s'est dégradé au cours de la décennie, notamment depuis 2014, passant d'une position proche de l'équilibre à un déficit de près de 4,5 milliards d'euros. À l'inverse, la France entretient un excédent commercial avec les pays extra-européens. L'aggravation du déficit intra-UE coïncide avec une amélioration de l'excédent extra-UE, d'une façon presque symétrique. Ces mouvements pourraient s'expliquer par des évolutions des circuits d'activité mis en place par des firmes multinationales pour des raisons d'organisation stratégique ou de fiscalité ².

G1-2 Origine intra et extra-Union européenne du solde de la France en commissions pour usage de la propriété intellectuelle

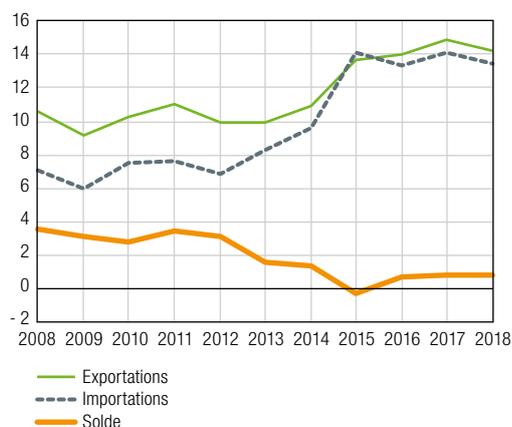
(en milliards d'euros)



Source : Balance des paiements, Banque de France.

G1-1 Commissions perçues (exportations) et versées (importations) par la France pour usage de la propriété intellectuelle

(en milliards d'euros)



Source : Balance des paiements, Banque de France.

- 1 n.i.a. : non inclus par ailleurs. Certains échanges liés à la propriété intellectuelle sont en effet comptabilisés dans d'autres lignes de la balance des paiements. Ainsi, les frais d'acquisition des licences pour l'utilisation de logiciels informatiques, de droits de propriété découlant de la recherche et développement (R&D) et de contenus audiovisuels sont enregistrés respectivement au sein des « Services informatiques », des « Services de R&D » et des « Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ». Par ailleurs, les actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) sont considérés comme des actifs non produits et sont, à ce titre, enregistrés au sein du compte de capital.
- 2 Cf. « L'Union européenne est-elle vraiment excédentaire vis-à-vis des États-Unis ? » Bloc-notes Éco, Banque de France (2019).

ENCADRÉ

Les secteurs de la pharmacie, des cosmétiques et du luxe

Certaines filières ont une activité qui repose largement sur l'utilisation de droits de la propriété intellectuelle comme la pharmacie ou le secteur des cosmétiques et du luxe ¹.

Dans la filière pharmaceutique, des filiales de production utilisent la propriété intellectuelle de leur groupe pour produire des médicaments. Ces filiales rémunèrent leur maison mère, qui est propriétaire des savoir-faire et des brevets. Si une filiale est installée à l'étranger et la maison mère en France, des recettes d'utilisation de la propriété intellectuelle sont enregistrées dans la balance des paiements. Inversement, des dépenses sont enregistrées pour l'utilisation par une filiale française de la propriété intellectuelle d'un groupe dont la maison mère est située à l'étranger.

Par ailleurs, une nouvelle tendance émerge avec la diversification des acteurs de la filière : des sociétés de biotechnologie très spécialisées développent des traitements ou des procédés, en portant les risques et les coûts liés à la recherche et développement, puis les mettent en vente ou proposent des partenariats aux acteurs majeurs de la filière. Ces procédés et traitements, lorsqu'ils sont exploités dans le cadre d'un partenariat, peuvent conduire à des dépenses importantes liées à l'usage de la propriété intellectuelle lors de la mise en place du contrat ou plus modérées lors des paiements mensuels ou trimestriels.

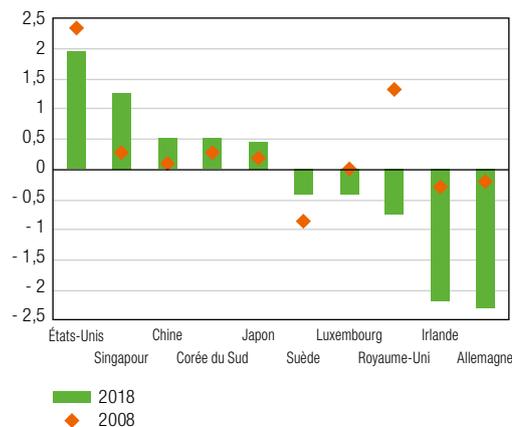
Pour les filières des cosmétiques et du luxe, le développement de la marque et son utilisation par le réseau de distribution constituent les principaux postes de recettes d'utilisation de droits de la propriété intellectuelle de la maison mère d'un groupe. Dans le cas de la France, les recettes sont particulièrement élevées et proviennent de pays variés, en particulier des États-Unis (29 %) et de la Chine (10 %).

¹ Cf. « Les échanges de la France en services de R&D et en rémunération de la propriété intellectuelle – amélioration des soldes depuis 2016 », Bulletin de la Banque de France n° 224-1, juillet-août 2019.

C'est avec l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni que le déficit s'est le plus creusé en termes absolus. Pour l'Allemagne et l'Irlande, la France est passée d'une relation quasi équilibrée avec un solde de quelques dizaines de millions d'euros en 2008 à un déficit avoisinant 2 milliards en 2018. Pour le Royaume-Uni, le sens du solde s'est inversé de l'excédent au déficit. À l'autre extrémité de la distribution, les États-Unis sont le pays avec lequel la France dégage l'excédent le plus élevé, malgré une légère baisse sur la décennie. Ils sont suivis de Singapour et de la Chine, avec lesquels l'excédent s'améliore nettement entre 2008 et 2018.

G1-3 Principaux soldes bilatéraux de la France en commissions pour usage de la propriété intellectuelle

(en milliards d'euros)



Source : Balance des paiements, Banque de France.

II LA RÉFORME FISCALE AMÉRICAINE A-T-ELLE UN IMPACT SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS AMÉRICAINS EN FRANCE ET DANS LA ZONE EURO ?

L'un des objectifs du *Tax Cuts and Jobs Act*, voté par le Congrès des États-Unis en décembre 2017 et mis en œuvre au début de l'année 2018, était d'encourager le rapatriement des bénéfices détenus à l'étranger par les entreprises américaines. En France, l'impact est réel mais circonscrit et ponctuel. Au niveau de la zone euro, il vient accentuer un rapatriement de bénéfices engagé dès 2016 pour des raisons liées au contexte économique et financier.

Jusqu'en 2017, la fiscalité américaine sur les bénéfices des entreprises présentait deux caractéristiques : d'une part, les bénéfices des entreprises américaines étaient imposables aux États-Unis quel que soit le pays de leur réalisation ; mais d'autre part ces bénéfices n'étaient soumis à la fiscalité américaine qu'au moment du rapatriement des fonds, les multinationales pouvaient ainsi les conserver à l'étranger sans limitation de durée. De fait, les multinationales américaines ont eu tendance à accumuler les créances sur l'étranger : à fin 2017, elles détenaient hors des États-Unis près de 2 500 milliards de dollars de bénéfices non rapatriés¹.

Depuis l'entrée en vigueur du *Tax Cuts and Jobs Act*, les entreprises américaines ne sont plus imposées sur les bénéfices réalisés à l'étranger. En outre, s'agissant des bénéfices passés réalisés hors des États-Unis, une taxe ponctuelle sur leur rapatriement est instaurée, mais à un taux largement inférieur à ce qu'il était par le passé (entre 8% et 15,5%, contre 35% avant la réforme). Ce « solde de tout compte » encourage donc les entreprises américaines à rapatrier aux États-Unis une partie des capitaux détenus à l'étranger. Formellement, les dividendes accumulés dans une filiale à l'étranger sont réputés incorporés aux fonds propres ; de ce fait, leur rapatriement se traduit par un désinvestissement de la maison mère américaine dans sa filiale.

En France, des désinvestissements marqués des États-Unis en 2018, mais liés à une opération en particulier

En 2018, les investissements directs américains en capital² dans les entreprises françaises reculent fortement : l'année se termine sur un désinvestissement net de plus de 9 milliards d'euros³ (cf. graphique 2-1). Il s'agit du plus fort repli net sur les onze dernières années. Toutefois, ce mouvement reflète principalement une opération en particulier, d'un montant proche de 9 milliards d'euros.

G2-1 Flux net d'investissements directs en capital des États-Unis en France

(en milliards d'euros ; contrepartie immédiate, hors investissements immobiliers)



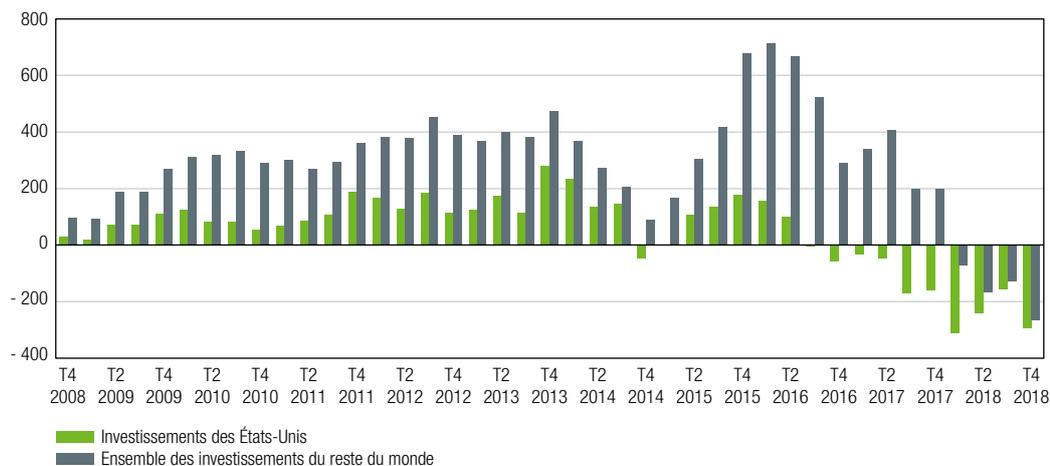
Note : Le flux net est la différence entre les investissements et les désinvestissements réalisés sur le territoire français par les résidents des États-Unis.

Source : Banque de France.

- 1 Source : Institute on Taxation and Economic Policy.
- 2 Dans l'ensemble de cette fiche, seuls les investissements directs en capital sont considérés. Les investissements directs sous la forme de prêts-emprunts reflètent principalement les mouvements de trésorerie de grands groupes internationaux. Pour la France, les chiffres excluent les investissements immobiliers, dont la méthode de calcul présente une rupture temporelle à fin 2015.
- 3 Les États-Unis sont le premier pays d'origine du stock d'investissements directs en France, selon l'approche de l'investisseur ultime.

G2-2 Flux nets annuels d'investissements directs en capital dans la zone euro

(en milliards d'euros ; cumul sur 4 trimestres, en contrepartie immédiate)



Source : Banque de France.

Au niveau de la zone euro, des désinvestissements américains très marqués en 2018, mais engagés dès 2016

En 2018, les non-résidents retirent près de 265 milliards d'euros d'investissements directs de la zone euro. Celle-ci subit ainsi un désinvestissement net pour la première fois depuis sa création. Les opérations des résidents américains expliquent l'essentiel de ce mouvement, puisque ceux-ci procèdent à des désinvestissements nets de plus

de 290 milliards d'euros dans la zone euro sur cette année (cf. graphique 2-2).

La réforme fiscale américaine pourrait expliquer en partie ces désinvestissements, même si d'autres facteurs, liés par exemple à la situation économique des différents pays, ont pu jouer. À cet égard, il faut noter que le flux net annuel d'investissements directs américains en zone euro est devenu négatif dès la seconde moitié de l'année 2016, soit bien avant l'entrée en vigueur de la réforme fiscale (cf. graphique 2-2).

III LES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI

La perspective de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne amène à souligner l'étroitesse des relations commerciales franco-britanniques. Le Royaume-Uni est non seulement l'un des principaux partenaires commerciaux de la France, mais également le premier excédent de son commerce extérieur.

Le Royaume-Uni : un partenaire commercial privilégié de la France, notamment pour le commerce de services

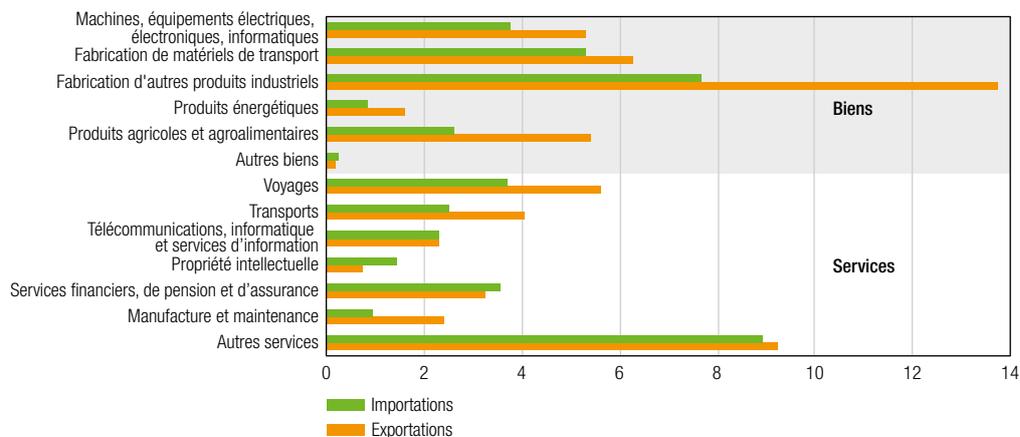
Le Royaume-Uni est le troisième partenaire commercial de la France, après l'Allemagne et les États-Unis. Les échanges de biens et services entre les deux pays s'élèvent à 114 milliards d'euros en 2018¹, soit 7,3 % du commerce international de la France.

En particulier, la part du Royaume-Uni dans le commerce français de services est importante : 10,7 % en 2018 (51 milliards d'euros). Cela s'explique notamment par d'importants échanges bilatéraux en services financiers, de pension et d'assurance, pour lesquels le Royaume-Uni représente 18 % des exportations françaises et 24 % des importations. En outre, les Britanniques sont la quatrième source de revenus touristiques (services de voyages) de la France, pour 5,6 milliards d'euros; et réciproquement, le Royaume-Uni est le deuxième pays de dépenses de voyages des Français (3,7 milliards d'euros).

¹ Mesurés comme le total des importations et des exportations entre le Royaume-Uni et la France.

G3-1 Échanges commerciaux franco-britanniques en 2018

(en milliards d'euros)



Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI), Banque de France.

Bien que supérieurs en montant aux échanges de services, les échanges franco-britanniques de marchandises ne représentent que 5,8% du commerce de biens français (63 milliards d'euros). Ils en constituent cependant le premier excédent (8,9 milliards d'euros), et les Britanniques sont parmi les principaux clients des exportateurs français de produits alimentaires, boissons et tabac (8,7% de leurs exportations²) et de produits énergétiques (7,6% de leurs exportations).

Le premier excédent du commerce extérieur français

Le commerce avec le Royaume-Uni est le premier excédent de la France, devant le commerce avec les États-Unis et la Belgique, seuls autres pays parmi les principaux partenaires commerciaux à présenter des soldes bilatéraux positifs.

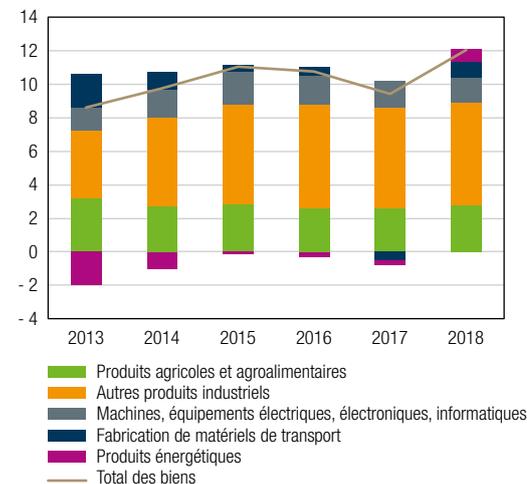
Tous biens et services confondus, cet excédent s'élève à 13,2 milliards d'euros en 2018. Le solde des services s'est cependant dégradé en 2018, passant de 6,0 à 4,3 milliards d'euros. Cette baisse est essentiellement portée par les services de transport et, dans une moindre mesure, les services de voyages et de propriété intellectuelle. Elle est cependant compensée par une hausse équivalente du solde des biens, due à l'amélioration des soldes d'échanges de matières premières, de produits énergétiques et des machines et matériels de transports.

² Les données détaillées sur le commerce des biens par type de produit proviennent des statistiques de commerce extérieur, dont la méthodologie n'est pas strictement identique à celle de la balance des paiements.

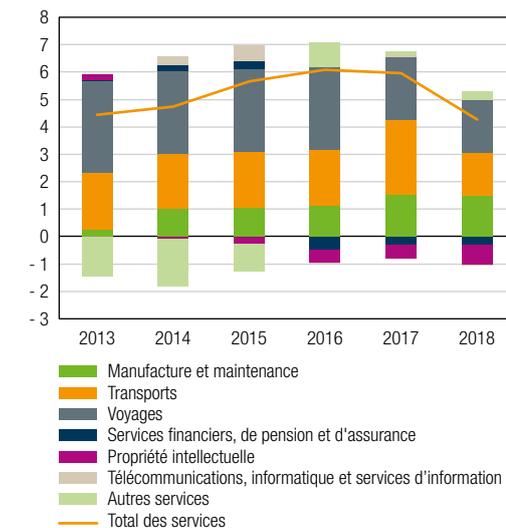
G3-2 Décomposition du solde des biens et services entre la France et le Royaume-Uni par secteur

(en milliards d'euros)

a) Solde des biens



b) Solde des services



Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

ENCADRÉ

Le solde commercial « élargi »

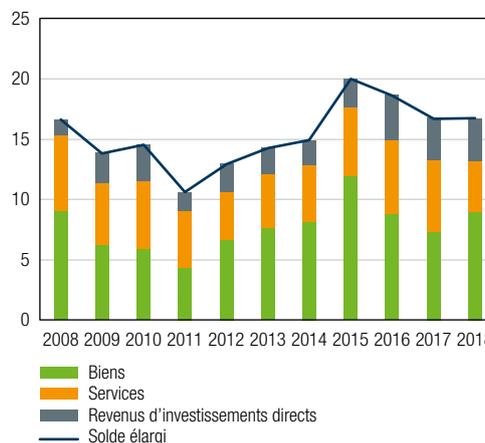
Analyser les relations commerciales au travers du seul prisme de la balance commerciale (biens et services) ignore une partie des échanges qui influence pourtant le solde des transactions courantes. C'est le cas des échanges liés aux différents modes d'internationalisation des firmes, notamment les implantations de filiales à l'étranger.

Ces implantations à l'étranger peuvent être retracées au travers de la position extérieure, dans la ligne des investissements directs, et leur contribution au commerce international mesurée par les revenus d'investissements directs qu'elles génèrent.

L'intégration au solde commercial de cette contribution des participations transfrontières accroît encore l'excédent français sur le Royaume-Uni. En 2018, ce solde « élargi » s'élève à 16,7 milliards d'euros.

Solde élargi de la France vis-à-vis du Royaume-Uni

(en milliards d'euros)



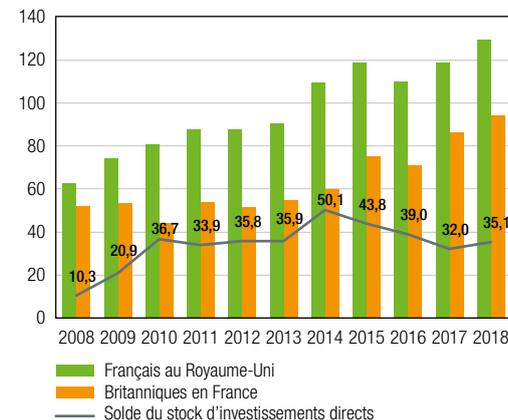
Source : Banque de France.

Les implantations outre-Manche des entreprises françaises et britanniques génèrent des revenus nets pour la France

Le stock d'investissements directs français au Royaume-Uni atteint 129 milliards d'euros en 2018, en croissance depuis 2008 (63 milliards); tandis que ceux du Royaume-Uni en France s'établissent à 94 milliards en 2018. La France possède ainsi un stock net positif à hauteur de 35 milliards d'euros, niveau à peu près stable depuis 2010. Cette position excédentaire permet à la France de percevoir des revenus d'investissements directs positifs vis-à-vis du Royaume-Uni (contribuant à l'excédent commercial élargi, cf. encadré). Par ailleurs, les positions respectives des deux pays n'ont cessé de se renforcer depuis le vote du Royaume-Uni sur la sortie de l'Union européenne, après une baisse en 2016 essentiellement expliquée par un effet de change.

G3-3 Stock d'investissements directs entre la France et le Royaume-Uni

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.



**BALANCE DES PAIEMENTS
DES ANNÉES 2017 ET 2018
PRÉSENTATION DÉTAILLÉE**

Balance des paiements – année 2017

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	928 417	944 815	- 16 398
1.1. Biens	495 199	540 368	- 45 169
1.1.1. Marchandises générales	481 098	540 368	- 59 270
1.1.2. Négoce	14 101		14 101
1.2. Services	240 592	220 400	20 192
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	9 084	7 971	1 113
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	7 525	7 235	290
1.2.3. Transports	40 705	43 637	- 2 931
<i>maritimes</i>	12 957	8 836	4 121
<i>aériens</i>	11 470	14 289	- 2 819
<i>autres</i>	16 278	20 512	- 4 234
1.2.4. Voyages	52 097	37 867	14 230
1.2.5. Services de construction	4 951	2 666	2 285
1.2.6. Services d'assurance et de pension	6 700	9 101	- 2 401
1.2.7. Services financiers	9 677	6 203	3 474
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 919	4 810	2 109
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	2 758	1 393	1 365
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 932	14 180	752
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16 248	18 733	- 2 485
1.2.10. Autres services aux entreprises	73 719	69 580	4 139
<i>Services de recherche et développement</i>	11 222	11 911	- 690
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	22 270	21 254	1 016
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	40 227	36 415	3 813
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 866	3 198	668
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	1 089	31	1 058
1.3. Revenus primaires	164 665	112 373	52 292
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 809	1 328	20 481
1.3.2. Revenus des investissements	134 596	106 934	27 662
<i>Investissements directs</i>	67 522	29 275	38 247
<i>Investissements de portefeuille</i>	49 475	61 936	- 12 461
<i>Autres investissements</i>	16 980	15 723	1 257
<i>Avoirs de réserve</i>	619	0	619
1.3.3. Autres revenus primaires	8 260	4 111	4 149
1.4. Revenus secondaires	27 961	71 673	- 43 712
1.4.1. Secteur des administrations publiques	7 122	32 606	- 25 484
1.4.2. Autres secteurs	20 839	39 067	- 18 228
<i>Transferts courants divers</i>	4 578	18 482	- 13 903
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	537	10 846	- 10 309
2. COMPTE DE CAPITAL	1 304	1 014	290
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	44	565	- 521
2.2. Transferts en capital	1 260	449	811

Balance des paiements – année 2017 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	224 765	255 763	- 30 997
3.1. Investissements directs	36 611	26 446	10 165
3.1.1. Capital social	23 251	21 985	1 267
3.1.2. Bénéfices réinvestis	12 705	9 094	3 611
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	655	- 4 633	5 287
3.2. Investissements de portefeuille	53 567	29 999	23 568
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	51 367	28 623	22 744
Banque de France	170		170
Administrations publiques	1 492		1 492
Institutions financières monétaires	15 175	6 200	8 975
Autres secteurs	34 530	22 423	12 107
3.2.2. Titres de créance à long terme	- 19 081	- 4 536	- 14 545
Banque de France	- 3 565	0	- 3 565
Administrations publiques	- 192	- 14 712	14 520
Institutions financières monétaires	- 38 312	11 917	- 50 229
Autres secteurs	22 989	- 1 740	24 730
3.2.3. Titres de créance à court terme	21 282	5 912	15 370
Banque de France	12 657	0	12 657
Administrations publiques	- 320	- 1 539	1 219
Institutions financières monétaires	10 090	6 508	3 582
Autres secteurs	- 1 146	943	- 2 088
3.3. Instruments financiers dérivés	6 538	7 764	- 1 227
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	- 1 187	- 3 811	2 624
Autres secteurs	7 725	11 575	- 3 851
3.4. Autres investissements	131 076	191 554	- 60 478
3.4.1. Autres participations	4 197	- 39	4 236
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	4 197	- 39	4 236
3.4.2. Numéraire et dépôts	80 113	147 240	- 67 127
Banque de France	38 374	37 299	1 074
Administrations publiques	- 170	2 997	- 3 167
Institutions financières monétaires	40 439	106 943	- 66 504
Autres secteurs	1 470	0	1 470
3.4.3. Prêts	42 852	33 783	9 069
Banque de France	- 9 573	7 717	- 17 290
Administrations publiques	- 406	1 908	- 2 314
Institutions financières monétaires	53 075	0	53 075
Autres secteurs	- 244	24 158	- 24 402
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	3 634	10 035	- 6 401
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	246	77	170
Institutions financières monétaires	- 54	155	- 209
Autres secteurs	300	- 78	379
3.4.6. Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	34	458	- 424
3.5. Avoirs de réserve	- 3 026	0	- 3 026
Or	6	0	6
Avoirs en droits de tirage spéciaux	533	0	533
Position de réserve au FMI	- 1 329	0	- 1 329
Autres avoires de réserve	- 2 237	0	- 2 237
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 890

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2018

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	975 831	990 968	- 15 137
1.1. Biens	517 794	567 062	- 49 268
1.1.1. Marchandises générales	506 618	567 062	- 60 444
1.1.2. Négoce	11 176		11 176
1.2. Services	249 387	225 557	23 831
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10 027	8 487	1 540
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	8 794	8 037	757
1.2.3. Transports	40 566	45 127	- 4 561
<i>maritimes</i>	13 514	9 454	4 060
<i>aériens</i>	10 315	14 114	- 3 799
<i>autres</i>	16 737	21 558	- 4 821
1.2.4. Voyages	55 450	40 527	14 923
1.2.5. Services de construction	3 048	1 936	1 112
1.2.6. Services d'assurance et de pension	7 943	8 510	- 567
1.2.7. Services financiers	9 975	6 517	3 459
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 955	5 093	1 862
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	3 021	1 424	1 597
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 231	13 487	744
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	17 286	19 493	- 2 207
1.2.10. Autres services aux entreprises	77 647	70 402	7 245
<i>Services de recherche et développement</i>	13 123	12 739	384
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	24 182	21 659	2 523
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	40 341	36 004	4 337
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 947	3 006	940
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	473	29	445
1.3. Revenus primaires	179 056	121 050	58 006
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 997	1 457	20 540
1.3.2. Revenus des investissements	149 090	117 416	31 674
<i>Investissements directs</i>	70 944	27 751	43 193
<i>Investissements de portefeuille</i>	47 742	63 363	- 15 620
<i>Autres investissements</i>	29 428	26 303	3 125
<i>Avoirs de réserve</i>	977	0	977
1.3.3. Autres revenus primaires	7 968	2 177	5 791
1.4. Revenus secondaires	29 594	77 300	- 47 705
1.4.1. Secteur des administrations publiques	7 166	35 904	- 28 738
1.4.2. Autres secteurs	22 429	41 396	- 18 967
<i>Transferts courants divers</i>	5 204	21 058	- 15 854
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	870	11 394	- 10 524
2. COMPTE DE CAPITAL	2 503	448	2 054
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	30	10	20
2.2. Transferts en capital	2 473	438	2 034

Balance des paiements – année 2018 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	331 635	358 976	- 27 341
3.1. Investissements directs	86 770	31 594	55 176
3.1.1. Capital social	85 574	30 194	55 380
3.1.2. Bénéfices réinvestis	13 492	6 621	6 871
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 12 296	- 5 220	- 7 076
3.2. Investissements de portefeuille	19 155	24 190	- 5 036
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	- 28 396	- 17 783	- 10 613
Banque de France	163		163
Administrations publiques	784		784
Institutions financières monétaires	- 15 381	6 099	- 21 480
Autres secteurs	- 13 962	- 23 882	9 920
3.2.2. Titres de créance à long terme	43 287	82 988	- 39 701
Banque de France	- 4 882	0	- 4 882
Administrations publiques	1 140	18 858	- 17 718
Institutions financières monétaires	30 668	41 262	- 10 594
Autres secteurs	16 361	22 869	- 6 507
3.2.3. Titres de créance à court terme	4 264	- 41 015	45 279
Banque de France	2 582	0	2 582
Administrations publiques	267	- 32 611	32 878
Institutions financières monétaires	- 6 550	- 8 462	1 912
Autres secteurs	7 965	58	7 907
3.3. Instruments financiers dérivés	73 642	99 499	- 25 856
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	63 370	61 923	1 447
Autres secteurs	10 272	37 576	- 27 304
3.4. Autres investissements	141 673	203 693	- 62 021
3.4.1. Autres participations	- 34	0	- 34
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	- 34	0	- 34
3.4.2. Numéraire et dépôts	- 102 270	163 241	- 265 510
Banque de France	- 27 914	- 10 068	- 17 846
Administrations publiques	- 2	1 560	- 1 562
Institutions financières monétaires	- 94 736	171 749	- 266 485
Autres secteurs	20 383	0	20 383
3.4.3. Prêts	237 164	20 834	216 329
Banque de France	4 991	2 221	2 770
Administrations publiques	- 516	1 715	- 2 231
Institutions financières monétaires	227 335	0	227 335
Autres secteurs	5 354	16 899	- 11 545
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	- 647	4 116	- 4 763
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	7 418	15 509	- 8 091
Institutions financières monétaires	7 443	15 285	- 7 842
Autres secteurs	- 25	224	- 249
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	41	- 7	48
3.5. Avoirs de réserve	10 396	0	10 396
Or	1	0	1
Avoirs en droits de tirage spéciaux	148	0	148
Position de réserve au FMI	775	0	775
Autres avoires de réserve	9 473	0	9 473
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 259

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

| ANNEXES

PARTIE I

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le FMI (« *Balance of Payments Manual n° 6* » ou « BPM6 »). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Articulation flux-stocks

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements ;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées ;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ **Avitaillement et soutage**

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ **Avoirs de réserve**

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

B

■ **Bénéfices réinvestis**

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ **Biens**

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ **Billets**

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ **Compte de capital**

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ **Court terme**

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ Dette extérieure

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ Entrées/sorties de capitaux

Dans le compte financier, les opérations d'augmentation des avoirs (achats d'actifs étrangers par des résidents) et de diminution des engagements correspondent à des sorties de capitaux. Inversement, les opérations de diminution des avoirs (cessions d'actifs étrangers par des résidents) ou d'augmentation des engagements (achats d'actifs résidents par des non-résidents) correspondent à des entrées de capitaux.

Un solde positif des flux du compte financier (accroissement des avoirs nets de la France) représente des sorties nettes de capitaux, et un solde négatif des entrées nettes. Cf. Signe (convention de).

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ Fabisation

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ France

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ Institutions financières monétaires (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ Instruments financiers dérivés

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ Intérêts

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ Négoce international

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ Portefeuille (investissements de)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ Prêts intragroupe (investissements directs)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ Principe directionnel étendu (investissements directs – autres opérations – prêts intragroupe)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ Réinvestissement des bénéfices

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ Réserves de change

Cf. Avoirs de réserve.

■ Résidence

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;

- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ Revenus d'investissements

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ Revenus primaires

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ Revenus secondaires

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ Secteurs économiques résidents

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ Services

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification du 5^e Manuel de la balance des paiements), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ Signe (convention de)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ Transferts en capital – Remise de dette

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ Transferts en capital – Autres transferts

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER¹ et FEADER²).

■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

1 Fonds européen de développement régional.

2 Fonds européen agricole pour le développement rural.

■ Travail à façon

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ Valeur comptable

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ Valeur de marché

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ Valeur mixte

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

PARTIE II

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

Pays membres de l'Union européenne (au 1^{er} janvier 2019)

Allemagne *	Italie *
Autriche *	Lettonie *
Belgique *	Lituanie *
Bulgarie	Luxembourg *
Chypre *	Malte *
Croatie	Pays-Bas *
Danemark	Pologne
Espagne *	Portugal *
Estonie *	République tchèque
Finlande *	Roumanie
France *	Royaume-Uni
Grèce *	Slovaquie *
Hongrie	Slovénie *
Irlande *	Suède

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2019, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

Centres financiers extraterritoriaux (liste conventionnelle établie par Eurostat)

Andorre	Îles Vierges américaines
Anguilla	Îles Vierges britanniques
Antigua-et-Barbuda	Jersey
Aruba	Liban
Bahamas	Libéria
Bahreïn	Liechtenstein
Barbade (La)	Maurice
Belize	Montserrat
Bermudes	Nauru
Curaçao	Niue
Dominique	Panama
Gibraltar	Philippines
Grenade	Saint-Kitts-et-Nevis
Guernesey	Sainte-Lucie
Hong Kong	Saint-Martin
Île de Man	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Îles Caïmans	Samoa
Îles Cook	Seychelles
Îles Marshall	Singapour
Îles Turques-et-Caïques	Vanuatu

PARTIE III

BALANCE DES PAIEMENTS

RÉVISIONS DES DONNÉES 2016 ET 2017

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus fournie.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le solde des **transactions courantes** est révisé de 5,9 milliards d'euros en 2016 (à – 10,9 milliards) et de – 3,3 milliards en 2017 (à – 16,4 milliards).

En 2016, la révision à la hausse du solde des transactions courantes est portée à la fois par les **biens** (+ 2,3 milliards), les **services** (+ 2,4 milliards) et les **revenus primaires** (+ 1,7 milliard). Les revenus secondaires sont révisés à la baisse de 0,5 milliard.

En 2017, d'importantes révisions sont enregistrées sur le solde des **services** (– 6,2 milliards). Pour les services hors voyages, ces révisions s'expliquent notamment par l'exploitation des réponses à l'enquête complémentaire de la Banque de France sur les échanges internationaux de services (ECEIS), qui remplacent ainsi les estimations initiales retenues pour le *Rapport annuel* 2017. En ce qui concerne le solde des **biens**, la révision s'élève à + 3,0 milliards.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Le solde du **compte financier** est révisé de – 3,8 milliards d'euros en 2016 (à – 16,8 milliards) et de + 0,9 milliard en 2017 (à – 31,0 milliards).

En 2016, les révisions les plus importantes portent sur les **investissements directs étrangers en France** (– 10,9 milliards) et les **investissements de portefeuille de non-résidents en titres français** (+ 16,3 milliards).

Pour 2017 également les **investissements directs étrangers en France** sont fortement révisés (– 17,7 milliards). Mais l'effet sur la révision du solde est atténué par une révision équivalente des investissements directs français à l'étranger (– 15,0 milliards). Les **investissements de portefeuille des non-résidents en titres français** enregistrent également d'importantes révisions qui se compensent entre actions et titres d'organismes de placement collectif – OPC (+ 19,5 milliards) et titres de créance à long terme (– 16,6 milliards).

Comme les années précédentes, ces révisions s'expliquent principalement par l'intégration de déclarations tardives ou de sources non disponibles auparavant et plus particulièrement, pour les investissements directs, par la substitution de données issues des comptes annuels des sociétés françaises et étrangères aux estimations publiées l'an passé.

Révisions des données 2016 et 2017 de balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2016			2017		
	Rapport annuel 2017	Rapport annuel 2018	Écarts	Rapport annuel 2017	Rapport annuel 2018	Écarts
Compte de transactions courantes	- 16,8	- 10,9	5,9	- 13,1	- 16,4	- 3,3
Biens	- 34,6	- 32,3	2,3	- 48,2	- 45,2	3,0
Services	17,8	20,2	2,4	26,4	20,2	- 6,2
<i>Transports</i>	- 4,6	- 4,9	- 0,3	- 2,0	- 2,9	- 0,9
<i>Voyages</i>	12,9	13,4	0,5	17,0	14,2	- 2,8
Revenus primaires	46,8	48,5	1,7	52,5	52,3	- 0,2
<i>Rémunérations des salariés</i>	19,9	19,9	0,0	20,2	20,5	0,3
<i>Revenus des investissements</i>	22,2	23,9	1,7	28,8	27,7	- 1,1
Investissements directs	38,3	36,1	- 2,2	43,3	38,3	- 5,0
Investissements de portefeuille	- 15,7	- 12,6	3,1	- 15,2	- 12,5	2,7
Autres investissements	- 0,9	- 0,3	0,6	0,0	1,3	1,3
Avoirs de réserve	0,5	0,5	0,0	0,6	0,6	0,0
<i>Autres revenus primaires</i>	4,7	4,7	0,0	3,5	4,2	0,7
Revenus secondaires	- 46,8	- 47,3	- 0,5	- 43,9	- 43,7	0,2
Compte de capital	1,4	1,1	- 0,3	1,1	0,3	- 0,8
Compte financier	- 13,0	- 16,8	- 3,8	- 31,9	- 31,0	0,9
Investissements directs	25,4	37,7	12,3	7,4	10,2	2,8
Français à l'étranger	57,2	58,6	1,4	51,6	36,6	- 15,0
<i>dont : capital social</i>	34,3	34,6	0,3	26,0	23,3	- 2,7
<i>bénéfices réinvestis</i>	14,2	13,4	- 0,8	13,1	12,7	- 0,4
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	8,6	10,6	2,0	12,5	0,7	- 11,8
Étrangers en France	31,8	20,9	- 10,9	44,2	26,5	- 17,7
<i>dont : capital social</i>	27,2	18,9	- 8,3	28,9	22,0	- 6,9
<i>bénéfices réinvestis</i>	7,9	7,6	- 0,3	6,5	9,1	2,6
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	- 3,3	- 5,6	- 2,3	8,7	- 4,6	- 13,3
Investissements de portefeuille	21,5	0,2	- 21,3	19,9	23,6	3,7
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	41,4	36,5	- 4,9	47,9	53,6	5,7
Actions et titres d'OPC ^{a)}	22,3	15,9	- 6,4	42,7	51,4	8,7
Titres de créance à long terme	22,1	25,3	3,2	- 16,4	- 19,1	- 2,7
Titres de créance à court terme	- 2,9	- 4,8	- 1,9	21,6	21,3	- 0,3
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	20,0	36,3	16,3	28,0	30,0	2,0
Actions et titres d'OPC	18,6	28,5	9,9	9,1	28,6	19,5
Titres de créance à long terme	- 1,8	4,4	6,2	12,1	- 4,5	- 16,6
Titres de créance à court terme	3,2	3,5	0,3	6,8	5,9	- 0,9
Instruments financiers dérivés	- 15,9	- 15,9	0,0	- 1,2	- 1,2	0,0
Autres investissements	- 46,2	- 41,1	5,1	- 54,9	- 60,5	- 5,6
Avoirs	171,9	171,6	- 0,3	132,8	131,1	- 1,7
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	151,0	151,0	0,0	93,5	93,5	0,0
Engagements	218,1	212,7	- 5,4	187,7	191,6	3,9
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	178,8	178,8	0,0	107,1	107,1	0,0
Avoirs de réserve	2,2	2,2	0,0	- 3,0	- 3,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,4	- 7,1	- 9,5	- 19,9	- 14,9	5,0

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle du 6^e Manuel de la balance des paiements.

Source : Banque de France.

PARTIE IV

POSITION EXTÉRIEURE

RÉVISIONS DES DONNÉES 2016 ET 2017

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (cf. tableau ci-dessous). Ces révisions de la position extérieure s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant et portent sur les deux années 2016 et 2017, comme pour les révisions de la balance des paiements.

Les principales révisions apportées aux **investissements directs**, de 14,4 milliards d'euros en 2016 et 59,2 milliards en 2017, proviennent de l'exploitation des comptes annuels des entreprises et des résultats

d'enquêtes spécifiques auprès des entreprises résidentes sur leurs avoirs et engagements vis-à-vis de l'étranger. Les **investissements de portefeuille** sont révisés de 21,9 milliards en 2016 et de 22,3 milliards en 2017. Les principales révisions portent, pour les avoirs des résidents en titres étrangers sur les actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC) en 2017, et pour les titres français détenus par des non-résidents sur les actions et titres d'OPC et les titres de créance à long terme sur les deux années.

Les prêts et emprunts sont également révisés, dans une moindre mesure, de 5,2 milliards d'euros en 2016 et - 0,7 milliard en 2017.

Révisions des données 2016 et 2017 de la position extérieure

Principales rubriques de la position extérieure

(en milliards d'euros)

	2016			2017		
	Rapport annuel 2017	Rapport annuel 2018	Écarts	Rapport annuel 2017	Rapport annuel 2018	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	545,3	559,7	14,4	481,2	540,4	59,2
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1 214,0	1 219,0	5,0	1 210,4	1 222,9	12,5
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	668,7	659,2	- 9,5	729,2	682,5	- 46,7
Investissements de portefeuille	- 758,4	- 736,5	21,9	- 741,1	- 718,8	22,3
Titres étrangers	2 400,5	2 392,8	- 7,7	2 441,7	2 455,1	13,4
Actions et titres d'OPC	715,9	715,1	- 0,8	802,4	816,3	13,9
Titres de créance à long terme	1 498,0	1 496,0	- 2,0	1 437,2	1 440,8	3,6
Titres de créance à court terme	186,7	181,7	- 5,0	202,0	198,1	- 3,9
Titres français	3 159,0	3 129,3	- 29,7	3 182,7	3 173,9	- 8,8
Actions et titres d'OPC	833,5	823,3	- 10,2	898,7	918,5	19,8
Titres de créance à long terme	2 103,0	2 087,5	- 15,5	2 058,1	2 033,5	- 24,6
Titres de créance à court terme	222,5	218,5	- 4,0	226,0	222,0	- 4,0
Instruments financiers dérivés	- 46,5	- 46,5	0,0	- 69,2	- 69,2	0,0
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 211,8	- 206,6	5,2	- 262,9	- 263,6	- 0,7
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 33,3	- 33,3	0,0	- 32,9	- 35,4	- 2,5
Autres investissements de la Banque de France	- 148,4	- 148,4	0,0	- 156,2	- 156,2	0,0
Autres investissements des administrations publiques	43,7	42,6	- 1,1	38,2	39,0	0,8
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 82,8	- 82,8	0,0	- 98,6	- 98,6	0,0
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	21,8	28,1	6,3	- 1,3	- 0,4	0,9
Droits de tirage spéciaux	- 12,9	- 12,9	0,0	- 12,0	- 12,0	0,0
Avoirs de réserve	139,3	139,3	0,0	130,4	130,4	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 332,2	- 290,6	41,6	- 461,5	- 380,9	80,6

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, organismes de placement collectif (OPC) non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

REPRODUCTION AUTORISÉE
AVEC INDICATION DE LA SOURCE

Directeur de la publication

Alain Duchâteau
Directeur général délégué des Statistiques,
des Études et de l'International
de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages
Studio Création
Direction de la Communication

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site
internet de la Banque de France :

*[https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-
des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-
position-exterieure](https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure)*

Vous y trouverez également des tableaux
statistiques complémentaires.

Imprimerie : Banque de France
31 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Dépôt légal : juillet 2019
ISSN 0292-6733

COMPLÉMENT INTERACTIF

1.7 Autres services

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,6	7,1	0,6	9,1	8,0	1,1	10,0	8,5	1,5
Services d'entretien et de réparation n.i.a	7,0	6,7	0,3	7,5	7,2	0,3	8,8	8,0	0,8
Construction	3,0	2,1	0,9	5,0	2,7	2,3	3,0	1,9	1,1
Services d'assurance et de pension	8,2	8,4	- 0,2	6,7	9,1	- 2,4	7,9	8,5	- 0,6
Services financiers	10,4	5,4	5,0	9,7	6,2	3,5	10,0	6,5	3,5
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	<i>6,7</i>	<i>4,2</i>	<i>2,5</i>	<i>6,9</i>	<i>4,8</i>	<i>2,1</i>	<i>7,0</i>	<i>5,1</i>	<i>1,9</i>
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	<i>3,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>	<i>2,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>3,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14,0	13,3	0,7	14,9	14,2	0,8	14,2	13,5	0,7
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16,4	17,5	- 1,1	16,2	18,7	- 2,5	17,3	19,5	- 2,2
Autres services aux entreprises	76,6	72,1	4,5	73,7	69,6	4,1	77,6	70,4	7,2
<i>Services de recherche et développement</i>	<i>10,3</i>	<i>13,0</i>	<i>- 2,6</i>	<i>11,2</i>	<i>11,9</i>	<i>- 0,7</i>	<i>13,1</i>	<i>12,7</i>	<i>0,4</i>
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	<i>21,8</i>	<i>19,6</i>	<i>2,2</i>	<i>22,3</i>	<i>21,3</i>	<i>1,0</i>	<i>24,2</i>	<i>21,7</i>	<i>2,5</i>
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	<i>44,5</i>	<i>39,6</i>	<i>4,9</i>	<i>40,2</i>	<i>36,4</i>	<i>3,8</i>	<i>40,3</i>	<i>36,0</i>	<i>4,3</i>
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,9	3,5	0,5	3,9	3,2	0,7	3,9	3,0	0,9
Biens et services des APU n.i.a.	0,7	0,0	0,6	1,1	0,0	1,1	0,5	0,0	0,4

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2018, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Altran Technologies	Aricent Technologies	États-Unis	Acquisition de la société
Atos	Syntel	États-Unis	Acquisition de la société
AXA	XL Group	Bermudes	Acquisition de l'assureur par voie d'OPA
Essilor	Luxottica	Italie	Acquisition de la multinationale italienne par voie d'OPE
Michelin	Fenner	Royaume-Uni	Acquisition par voie d'OPA
Saint-Gobain	Schenker-Winkler Holding – SWH	Suisse	Acquisition de la <i>holding</i> du groupe Sika auprès de la famille Burkard, mettant fin à l'ensemble des procédures judiciaires en cours
Sanofi	Bioverativ	États-Unis	Acquisition par voie d'OPA
Sanofi	Ablynx	Belgique	Acquisition par voie d'OPA
Servier	Shire – branche oncologie	États-Unis	Acquisition de la branche oncologie du laboratoire irlandais Shire
Total	Mærsk oil	Danemark	Acquisition du groupe danois
Unibail-Rodamco	Westfield	Australie	Fusion majeure dans le secteur immobilier
Worldline	Six Payment Services	Suisse	Acquisition de la division services de paiements du groupe suisse en contrepartie d'une entrée au capital de Worldline par Six Group
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Axa	Axa Equitable Holding	États-Unis	Cession d'actions de la filiale américaine nouvellement cotée en bourse
Fimalac	Fitch ratings	États-Unis	Cession du solde du capital de l'agence de notation
Kering	Puma	Allemagne	Cession de la majorité du capital de l'équipementier dans le cadre d'une distribution de dividendes

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	- 13,9	- 10,7	- 12,5	- 17,7	- 20,1	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 10,9	- 16,4	- 15,1
Total biens et services	- 24,2	- 18,0	- 27,5	- 37,1	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 12,0	- 25,0	- 25,4
Biens	- 48,8	- 36,7	- 48,2	- 64,9	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 32,3	- 45,2	- 49,3
<i>Recettes</i>	409,2	337,8	383,1	422,1	436,4	438,5	437,2	470,6	471,1	495,2	517,8
<i>Dépenses</i>	458,0	374,4	431,3	487,0	490,9	481,5	479,9	499,4	503,4	540,4	567,1
Services	24,7	18,6	20,7	27,8	31,3	30,1	25,5	20,1	20,2	20,2	23,8
<i>Recettes</i>	157,0	144,9	157,6	175,3	190,0	201,9	215,9	230,5	234,1	240,6	249,4
<i>Dépenses</i>	132,3	126,2	136,8	147,5	158,7	171,8	190,4	210,4	213,9	220,4	225,6
Voyages	18,2	17,0	14,0	14,6	20,8	21,3	17,3	17,0	13,4	14,2	14,9
<i>Recettes</i>	45,9	43,5	43,0	47,6	51,9	53,1	54,0	52,6	49,8	52,1	55,5
<i>Dépenses</i>	27,7	26,5	29,0	33,0	31,1	31,8	36,7	35,6	36,5	37,9	40,5
Transports	- 2,0	- 1,0	- 0,8	- 2,8	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,9	- 2,9	- 4,6
<i>Recettes</i>	29,7	24,9	29,3	31,7	33,3	34,6	36,1	37,7	36,4	40,7	40,6
<i>Dépenses</i>	31,7	25,9	30,1	34,4	35,5	38,1	39,1	40,6	41,3	43,6	45,1
Autres services	8,5	2,6	7,5	15,9	12,7	12,3	11,1	6,0	11,7	8,9	13,5
<i>Recettes</i>	81,4	76,5	85,3	96,0	104,8	114,2	125,8	140,1	147,9	147,8	153,4
<i>Dépenses</i>	72,9	73,8	77,8	80,1	92,1	101,9	114,6	134,2	136,2	138,9	139,9
Revenus primaires	44,2	43,9	51,2	56,7	45,1	47,1	45,0	45,7	48,5	52,3	58,0
Rémunérations des salariés	11,9	12,3	13,1	14,8	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,5	20,5
Revenus d'investissements	25,2	24,3	31,1	35,0	22,3	23,9	21,3	19,7	23,9	27,7	31,7
<i>Revenus d'investissements directs</i>	26,2	26,3	36,2	40,5	37,6	39,0	40,5	39,1	36,1	38,2	43,2
<i>Revenus d'investissements de portefeuille</i>	8,4	1,4	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 12,5	- 12,5	- 15,6
<i>Revenus des autres investissements</i>	- 9,9	- 3,9	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,2	1,3	3,1
<i>Revenus d'avoirs de réserve</i>	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0
Autres revenus primaires	7,1	7,3	7,0	6,9	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	4,1	5,8
Revenus secondaires	- 33,9	- 36,6	- 36,3	- 37,2	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 47,3	- 43,7	- 47,7
<i>Recettes</i>	13,5	13,2	14,4	15,8	15,4	14,7	23,0	26,7	25,4	28,0	29,6
<i>Dépenses</i>	47,5	49,7	50,7	53,0	57,6	59,7	71,4	71,7	72,7	71,7	77,3
COMPTE DE CAPITAL	0,4	0,3	0,1	- 0,2	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,1	0,3	2,1
<i>Recettes</i>	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,3	1,1	2,2	2,4	1,3	2,5
<i>Dépenses</i>	0,8	0,7	1,1	1,3	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,0	0,4
COMPTE FINANCIER	- 33,4	- 39,2	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 16,8	- 31,0	- 27,3
<i>Avoirs</i>	125,9	110,9	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	250,6	224,8	331,6
<i>Engagements</i>	159,2	150,2	194,7	27,6	- 107,1	- 147,7	212,2	176,7	267,4	255,8	359,0
Investissements directs	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	10,2	55,2
<i>Français à l'étranger</i>	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	36,6	86,8
<i>Étrangers en France</i>	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	26,4	31,6
Investissements de portefeuille	- 25,7	- 236,0	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	0,2	23,6	- 5,0
<i>Avoirs</i>	97,7	78,4	- 30,0	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	43,5	36,4	53,6	19,2
<i>Engagements</i>	123,3	314,4	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	36,3	30,0	24,2
Instruments financiers dérivés	27,2	- 11,1	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2	- 25,9
<i>Avoirs</i>	1,3	- 31,9	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5	73,6
<i>Engagements</i>	- 25,9	- 20,7	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8	99,5
Autres investissements	- 71,2	151,4	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 41,1	- 60,5	- 62,0
<i>Avoirs</i>	- 35,1	- 14,2	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,6	131,1	141,7
<i>Engagements</i>	36,1	- 165,6	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	212,7	191,6	203,7
Avoirs de réserve	- 8,5	6,0	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0	10,4
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	- 19,9	- 28,9	11,2	- 38,6	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	- 7,1	- 14,9	- 14,3

0-2 Position extérieure

0-2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2008 à 2018 en valeur mixte

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Investissements directs en valeur mixte	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	540,3	596,4
Français à l'étranger	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 222,9	1 317,0
Étrangers en France	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	682,5	720,5
Investissements de portefeuille	9,4	- 219,2	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 736,5	- 718,8	- 717,3
Titres étrangers	1 872,1	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 392,8	2 455,1	2 378,2
<i>Actions et titres d'OPC^{a)}</i>	341,1	448,4	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	687,1	715,1	816,2	707,9
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 312,4	1 369,9	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 496,0	1 440,8	1 463,3
<i>Titres de créance à court terme</i>	218,5	252,4	239,0	207,5	224,5	187,8	197,2	182,3	181,7	198,0	207,0
Titres français	1 862,7	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 129,3	3 173,9	3 095,5
<i>Actions et titres d'OPC</i>	449,0	573,2	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	823,3	918,5	814,8
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 242,2	1 467,6	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 087,5	2 033,5	2 072,3
<i>Titres de créance à court terme</i>	171,5	249,2	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	218,5	222,0	208,4
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>		831,2	886,8	907,0	978,3	1 017,3	1 138,7	1 133,0	1 115,8	1 067,8	1 052,3
Instruments financiers dérivés	- 51,0	- 71,7	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2	- 72,5
Créances	1 060,6	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2	612,8
Engagements	1 111,6	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4	685,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 574,3	- 416,8	- 347,0	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 206,6	- 263,6	- 337,1
Créances	1 402,3	1 388,1	1 617,8	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,5	1 880,6	2 055,9
Engagements	1 976,5	1 804,9	1 964,8	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 031,1	2 144,2	2 393,0
Banque de France	- 199,0	- 163,4	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2	- 185,6
<i>Autre participations</i>	nd	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	- 70,5	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0	- 96,4
<i>Prêts</i>	nd	- 82,7	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7	- 78,4
<i>Droits de tirage spéciaux</i>	nd	- 11,0	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0	- 12,3
Administrations publiques	14,2	16,3	20,3	26,1	29,7	42,3	44,7	49,3	50,1	46,4	43,4
<i>Autres participations</i>	nd	16,7	17,7	18,5	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	44,4	45,2
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	- 14,4	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 9,3	- 12,5	- 14,1
<i>Prêts</i>	nd	5,6	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1	4,9
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	nd	8,3	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4	7,3
Institutions financières monétaires	- 286,2	- 202,5	- 172,1	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 171,3
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	- 510,6	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 898,8
<i>Prêts</i>	nd	307,8	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6	723,4
<i>Autres comptes à payer/à recevoir</i>	nd	0,2	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0	4,1
Autres secteurs^{b)}	- 103,3	- 67,1	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 12,7	- 43,2	- 23,6
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	137,3	216,8	225,1	261,2	227,0	250,6	324,6	337,2	336,3	134,8
<i>Prêts</i>	nd	- 209,0	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 306,9	- 327,9	- 100,3
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	nd	5,6	- 3,4	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 42,8	- 49,0
<i>Autres secteurs - Autres comptes à payer/à recevoir</i>	nd	- 1,0	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3	0,0
<i>Réserves techniques d'assurance</i>	nd	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 9,1	- 9,1
Avoirs de réserve	74,0	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4	145,6
Total créances	5 080,2	5 255,7	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 370,2	6 297,1	6 509,5
Total engagements	5 355,4	5 543,0	5 731,2	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 660,7	6 678,0	6 894,4
Position extérieure	- 275,2	- 287,3	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 290,6	- 380,9	- 384,9

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

nd : informations non disponibles.

0-2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	3 904	4 731	- 827	3 913	4 793	- 880	4 137	5 091	- 954
Euro	2 824	3 386	- 562	2 844	3 536	- 692	2 948	3 742	- 793
Dollar US	669	919	- 250	650	849	- 199	731	963	- 232
Yen	188	107	80	182	96	86	210	79	131
Livre sterling	92	164	- 72	87	169	- 82	93	159	- 66
Yuan	4	7	- 2	6	8	- 2	5	8	- 3
Autres monnaies	127	147	- 20	144	135	9	148	141	8
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 913	2 157	- 244	1 936	2 237	- 300	2 328	2 746	- 418
Euro	1 155	1 222	- 67	1 177	1 353	- 176	1 487	1 776	- 290
Dollar US	443	620	- 177	444	587	- 143	512	696	- 184
Yen	174	99	75	163	88	74	174	68	106
Livre sterling	69	106	- 37	63	109	- 45	69	103	- 34
Yuan	2	4	- 2	3	7	- 3	3	6	- 3
Autres monnaies	71	106	- 35	85	92	- 7	83	97	- 14
Administrations publiques	89	1 335	- 1 246	85	1 291	- 1 206	85	1 261	- 1 176
Euro	84	1 262	- 1 177	81	1 219	- 1 138	79	1 210	- 1 131
Dollar US	5	57	- 52	4	52	- 48	5	34	- 28
Yen	0	1	- 1	0	1	- 1	0	1	- 1
Livre sterling	0	8	- 8	0	13	- 13	0	10	- 10
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	7	- 7	0	7	- 7	0	7	- 7
Autres secteurs	1 456	845	611	1 452	872	580	1 267	667	600
Euro	1 316	613	703	1 310	663	647	1 103	448	655
Dollar US	87	172	- 86	78	150	- 72	82	157	- 76
Yen	12	5	6	17	6	12	35	9	26
Livre sterling	14	36	- 22	14	33	- 20	11	31	- 20
Yuan	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Autres monnaies	28	19	9	33	20	13	36	21	15
Prêts inter-entreprises ^{a)}	446	394	52	439	393	46	457	417	40
Euro	269	290	- 21	276	301	- 25	280	307	- 28
Dollar US	135	70	64	123	60	64	132	76	56
Yen	2	2	0	2	1	0	2	1	0
Livre sterling	10	15	- 5	10	14	- 4	12	15	- 2
Yuan	2	1	1	2	1	1	2	1	1
Autres monnaies	28	16	12	25	16	9	29	16	13

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2017) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2017).

0-2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Total	795	841	- 46	608	677	- 69	613	685	- 73
Euro	423	451	- 29	346	378	- 32	345	376	- 31
Dollar US	238	239	- 1	154	170	- 17	162	185	- 23
Yen	52	56	- 4	34	43	- 9	43	50	- 8
Livre sterling	32	40	- 9	29	36	- 6	25	30	- 6
Autres monnaies	50	54	- 4	45	51	- 6	39	44	- 5

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et inversement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0-2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles - présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	90,9	63,6	54,8	45,0	40,3	13,3	39,8	45,9	67,5	44,7	106,6
Capital social (B)	61,0	40,3	28,6	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	34,6	23,3	85,6
Bénéfices réinvestis (C)	8,4	9,6	19,7	8,0	10,8	8,5	7,6	4,9	13,4	12,7	13,5
Prêts intragroupes (D)	21,6	13,7	6,5	8,7	- 10,9	1,5	11,2	23,0	19,5	8,7	7,5
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	46,0	13,1	29,0	30,8	25,3	23,8	4,3	38,8	29,8	34,5	51,4
Capital social (F)	15,0	14,5	11,5	21,2	10,7	20,0	9,4	27,8	18,9	22,0	30,2
Bénéfices réinvestis (G)	1,8	- 2,3	6,3	- 1,6	6,2	6,6	5,1	7,1	7,6	9,1	6,6
Prêts intragroupes (H)	29,2	1,0	11,1	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	3,3	3,4	14,6
Créances/engagements : investissements directs nets (I = A - E)	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	10,2	55,2
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	36,6	86,8
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	26,4	31,6
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	10,2	55,2

0-2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles - présentation selon la méthode actifs-passifs et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	948,8	1 044,6	1 165,3	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 557,7	1 556,5	1 675,1
Capitaux propres (B)	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 117,3	1 218,0
Prêts intragroupes (C)	276,1	287,6	301,0	358,1	346,8	343,9	380,6	419,4	445,7	439,2	457,1
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	682,0	716,6	759,4	827,8	846,5	875,2	904,0	965,7	998,0	1 016,1	1 078,7
Capitaux propres (E)	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	622,9	661,5
Prêts intragroupes (F)	278,2	282,5	298,6	367,0	376,1	373,2	375,2	389,5	393,9	393,2	417,2
Actifs/passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	540,4	596,4
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 222,8	1 316,9
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	682,5	720,4
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	540,4	596,4

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	471,1	503,4	- 32,3	495,2	540,4	- 45,2	517,8	567,1	- 49,3
Marchandises	460,2	503,4	- 43,2	481,1	540,4	- 59,3	506,6	567,1	- 60,4
<i>Données douanières</i>	452,6	496,9	- 44,3	473,4	531,2	- 57,7	491,7	551,4	- 59,6
<i>Corrections et ajustements</i>	6,5	3,8	2,6	6,2	5,8	0,4	13,2	11,6	1,7
<i>Soutage et avitaillement</i>	1,1	2,6	- 1,5	1,5	3,4	- 1,9	1,7	4,2	- 2,5
Négoce international	10,9		10,9	14,1		14,1	11,2		11,2
<i>Négoce (biens acquis – exportations négatives)</i>	- 51,2		- 51,2	- 57,3		- 57,3	- 61,4		- 61,4
<i>Négoce (biens revendus – exportations)</i>	62,1		62,1	71,4		71,4	72,6		72,6

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises

(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en %)	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en %)	Montant en 2018	Variation 2018/2017 (en milliards)
Zone euro	221,8	4,3	264,1	2,7	- 42,3	2,3
<i>dont : Allemagne</i>	70,7	2,6	86,9	0,8	- 16,2	1,1
<i>Italie</i>	36,3	2,9	43,0	2,3	- 6,7	0,1
<i>Espagne</i>	37,6	5,6	36,6	3,7	1,1	0,7
Royaume-Uni	32,6	4,8	20,7	- 4,6	11,9	2,5
Nouveaux États membres ^{a)}	29,8	6,2	36,5	7,1	- 6,8	- 0,7
Amérique	54,4	10,6	47,7	- 0,9	6,7	5,6
<i>dont : États-Unis</i>	38,4	12,9	35,2	- 0,3	3,1	4,5
Asie	66,4	3,6	95,9	3,0	- 29,5	- 0,5
<i>dont : Japon</i>	6,6	4,0	10,1	1,6	- 3,4	0,1
<i>Chine et Hong Kong</i>	27,0	7,7	50,8	1,7	- 23,7	1,1
<i>Proche et Moyen-Orient</i>	14,6	- 5,3	12,4	19,5	2,2	- 2,8

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects – DGDDI (données brutes).

Calculs : Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	126,1	131,5	- 5,4	129,7	138,0	- 8,2	137,8	144,6	- 6,9
Union économique et monétaire (à 19)	90,7	98,5	- 7,8	92,5	103,1	- 10,6	101,0	108,8	- 7,8
dont : Allemagne	22,3	27,3	- 4,9	24,9	30,0	- 5,1	26,2	31,7	- 5,4
Autriche	1,1	1,2	- 0,1	0,8	1,2	- 0,4	0,9	1,1	- 0,3
Belgique	15,6	12,8	2,8	16,9	13,3	3,6	17,7	13,7	4,0
Espagne	10,0	12,6	- 2,6	10,9	12,8	- 1,9	12,3	14,0	- 1,8
Finlande	0,6	0,5	0,1	1,1	0,5	0,5	2,0	0,7	1,3
Grèce	0,4	1,7	- 1,3	0,5	1,5	- 1,0	0,6	1,9	- 1,4
Irlande	6,0	9,2	- 3,2	4,8	11,4	- 6,6	5,4	12,3	- 6,9
Italie	11,0	10,7	0,3	11,3	10,5	0,8	11,7	10,9	0,8
Luxembourg	7,1	5,7	1,4	6,0	6,5	- 0,5	7,9	6,6	1,4
Pays-Bas	13,3	12,3	1,1	12,6	10,8	1,9	13,5	11,2	2,3
Portugal	1,8	3,1	- 1,3	1,5	2,9	- 1,4	1,7	2,9	- 1,1
Autres pays de l'Union européenne	35,4	33,0	2,4	37,2	34,8	2,4	36,8	35,8	1,0
dont : Danemark	1,8	2,0	- 0,2	1,5	1,3	0,3	1,5	1,2	0,2
Hongrie	0,5	0,8	- 0,3	0,6	1,0	- 0,4	0,6	0,9	- 0,4
Pologne	1,4	3,1	- 1,7	1,4	3,3	- 1,9	1,7	3,3	- 1,7
République tchèque	0,9	1,3	- 0,4	0,8	1,7	- 1,0	0,9	1,6	- 0,7
Roumanie	0,6	1,6	- 1,0	0,6	1,8	- 1,2	0,8	1,8	- 1,1
Royaume-Uni	26,8	20,7	6,1	28,3	22,3	6,0	27,7	23,5	4,3
Suède	2,3	2,5	- 0,1	2,7	2,6	0,1	2,8	2,4	0,4
Reste du monde	108,1	82,4	25,6	110,8	82,4	28,4	111,6	81,0	30,7
dont : Afrique du Sud	0,7	0,6	0,1	0,6	0,7	- 0,1	0,6	0,5	0,1
Algérie	1,8	0,7	1,1	1,4	0,6	0,8	1,1	0,7	0,4
Angola	2,7	1,8	0,9	0,9	0,3	0,6	0,8	0,2	0,6
Arabie saoudite	1,6	0,5	1,1	1,6	0,7	0,8	1,5	0,6	0,9
Australie	1,8	0,7	1,1	1,9	0,8	1,1	1,9	1,0	0,9
Bahreïn	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Bésil	2,1	1,1	1,0	2,2	1,2	1,1	2,0	0,8	1,2
Canada	2,3	2,2	0,1	2,4	2,5	- 0,1	2,8	2,9	- 0,1
Chine	7,4	6,4	1,1	8,3	4,8	3,5	8,4	4,1	4,3
Corée du sud	1,9	1,3	0,6	1,6	1,3	0,3	1,9	1,3	0,6
Égypte	0,9	0,9	0,0	0,8	1,4	- 0,7	0,7	1,5	- 0,8
Émirats arabes unis	2,3	1,6	0,7	2,3	1,6	0,8	2,3	1,6	0,8
États-Unis	27,8	23,3	4,5	29,4	25,3	4,2	30,7	24,5	6,2
Hong Kong	1,2	1,4	- 0,1	1,2	1,5	- 0,3	1,4	1,7	- 0,3
Inde	1,5	1,8	- 0,3	1,7	2,6	- 0,8	1,9	2,5	- 0,5
Japon	3,4	1,7	1,6	3,7	1,9	1,8	4,3	1,7	2,7
Maroc	1,6	2,6	- 1,0	1,7	2,6	- 0,9	1,7	2,5	- 0,8
Mexique	1,2	0,7	0,5	1,2	0,7	0,5	1,4	0,9	0,5
Nigéria	0,5	0,3	0,2	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4	0,0
Norvège	1,2	1,4	- 0,2	0,9	0,9	0,0	0,9	1,1	- 0,3
Qatar	0,8	0,5	0,3	0,8	0,5	0,3	0,9	0,5	0,4
Russie	2,6	1,2	1,4	4,1	0,9	3,2	2,6	0,8	1,9
Singapour	3,1	2,3	0,9	3,3	2,5	0,8	3,7	2,7	1,0
Suisse	16,2	9,2	7,1	18,1	9,4	8,7	18,1	8,9	9,2
Tunisie	0,6	1,0	- 0,4	0,5	1,3	- 0,8	0,5	1,4	- 0,8
Turquie	1,4	1,2	0,2	1,3	1,3	0,0	1,4	1,3	0,1
Total	234,1	213,9	20,2	240,6	220,4	20,2	249,4	225,6	23,8

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.4 Transports

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	10,9	7,9	3,0	13,0	8,8	4,1	13,5	9,5	4,1
Fret	10,0	2,9	7,0	11,8	3,3	8,5	12,4	4,0	8,4
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>- 0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>- 0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>- 0,7</i>
Passagers	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Autres frais ^{b)}	0,6	5,0	- 4,3	0,7	5,5	- 4,8	0,6	5,5	- 4,8
Aériens	11,0	12,8	- 1,8	11,5	14,3	- 2,8	10,3	14,1	- 3,8
Fret	0,9	1,9	- 1,0	1,0	2,1	- 1,1	1,1	2,3	- 1,2
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>- 0,3</i>
Passagers	6,4	7,0	- 0,6	6,7	7,7	- 1,0	5,6	7,9	- 2,3
Autres frais ^{b)}	3,8	3,9	- 0,1	3,7	4,5	- 0,7	3,6	4,0	- 0,3
Autres transports	14,5	20,5	- 6,1	16,3	20,5	- 4,2	16,7	21,6	- 4,8
Spatiaux	1,1	0,0	1,1	1,4		1,4	0,6	0,0	0,6
Ferroviaires	1,2	1,7	- 0,4	1,3	1,7	- 0,3	1,4	1,8	- 0,4
Fret	0,7	1,0	- 0,3	0,8	1,0	- 0,2	0,8	1,1	- 0,3
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
Passagers	0,5	0,6	- 0,2	0,4	0,7	- 0,2	0,4	0,6	- 0,2
Autres frais ^{b)}	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Routiers	6,4	13,7	- 7,3	6,9	13,7	- 6,9	7,4	14,6	- 7,2
Fret	5,2	13,0	- 7,8	5,5	12,9	- 7,4	6,0	13,8	- 7,8
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,9</i>	<i>4,5</i>	<i>- 3,7</i>	<i>0,9</i>	<i>4,8</i>	<i>- 3,9</i>	<i>1,0</i>	<i>5,0</i>	<i>- 4,0</i>
Passagers	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres frais ^{b)}	1,0	0,6	0,3	1,2	0,7	0,5	1,3	0,7	0,5
Autres	5,7	5,1	0,6	6,7	5,1	1,6	7,4	5,2	2,2
<i>dont fabisation ^{a), c)}</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>
Total	36,4	41,3	- 4,9	40,7	43,6	- 2,9	40,6	45,1	- 4,6

a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	27,2	22,2	4,9	28,4	22,9	5,5	31,5	25,4	6,1
Union économique et monétaire (à 19)	20,2	18,6	1,7	21,7	18,6	3,1	24,3	20,5	3,8
dont : Allemagne	4,4	2,7	1,7	5,1	3,1	2,0	5,9	3,2	2,7
Autriche	0,4	0,4	0,1	0,2	0,3	-0,1	0,3	0,2	0,1
Belgique	5,6	2,1	3,5	6,3	2,1	4,2	6,6	2,3	4,3
Espagne	2,7	5,6	-2,9	3,3	5,3	-2,0	4,2	6,2	-2,0
Grèce	0,1	1,0	-0,9	0,1	0,8	-0,7	0,1	1,2	-1,1
Irlande	0,4	0,5	-0,1	0,3	0,7	-0,4	0,3	0,8	-0,5
Italie	3,3	3,3	-0,1	3,2	3,0	0,2	3,5	3,4	0,1
Luxembourg	0,7	1,1	-0,3	0,7	1,1	-0,5	0,8	1,1	-0,4
Pays-Bas	1,7	0,5	1,2	1,8	0,6	1,2	1,9	0,6	1,3
Portugal	0,6	1,0	-0,4	0,4	1,0	-0,6	0,5	0,9	-0,3
Autres pays de l'Union européenne	7,0	3,7	3,3	6,8	4,3	2,5	7,2	4,9	2,3
dont : Danemark	0,3	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,3
Roumanie	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Royaume-Uni	5,6	2,6	3,0	5,5	3,1	2,3	5,6	3,7	1,9
Suède	0,4	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Reste du monde	22,6	14,2	8,4	23,7	14,9	8,7	23,9	15,1	8,8
dont : Algérie	0,9	0,2	0,7	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,2
Australie	0,9	0,2	0,7	0,9	0,3	0,6	0,7	0,5	0,2
Brésil	0,9	0,2	0,7	1,0	0,2	0,8	0,7	0,1	0,6
Canada	0,9	0,6	0,3	0,8	0,6	0,2	1,0	0,8	0,2
Chine	3,3	0,3	3,1	4,0	0,4	3,6	4,1	0,3	3,7
Croatie	0,0	0,3	-0,2	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,3	-0,3
Égypte	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1
États-Unis	3,8	2,1	1,8	3,3	2,0	1,3	3,4	1,7	1,7
Inde	0,3	0,2	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,2	0,0
Japon	1,1	0,3	0,8	1,1	0,3	0,7	1,5	0,3	1,2
Maroc	0,5	0,5	0,0	0,5	0,6	-0,1	0,5	0,6	-0,1
Mexique	0,5	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,2
Norvège	0,2	0,3	-0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	-0,2
République dominicaine	0,0	0,3	-0,2	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,2	-0,2
Russie	0,6	0,3	0,3	0,7	0,2	0,5	0,6	0,1	0,5
Suisse	4,5	1,5	3,1	5,3	1,5	3,8	5,6	1,6	4,1
Thaïlande	0,1	0,3	-0,2	0,2	0,4	-0,2	0,1	0,2	-0,1
Tunisie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	-0,1
Turquie	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0
Vietnam	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,1
Total	49,8	36,5	13,4	52,1	37,9	14,2	55,5	40,5	14,9

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	79,3	83,5	- 4,2	80,3	88,1	- 7,8	85,1	91,0	- 5,9
Union économique et monétaire (à 19)	56,5	61,0	- 4,5	56,0	64,7	- 8,7	60,7	67,5	- 6,8
dont : Allemagne	13,6	19,7	- 6,2	15,1	21,6	- 6,4	15,7	22,9	- 7,2
Autriche	0,6	0,4	0,1	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0
Belgique	8,0	8,2	- 0,2	8,6	8,6	0,1	9,0	8,7	0,4
Espagne	6,0	3,8	2,2	6,3	4,1	2,2	6,7	4,4	2,3
Finlande	0,4	0,3	0,1	0,9	0,3	0,5	1,8	0,5	1,3
Grèce	0,3	0,4	0,0	0,4	0,3	0,1	0,4	0,3	0,1
Irlande	5,5	8,1	- 2,6	4,3	10,0	- 5,6	4,9	10,7	- 5,8
Italie	5,8	5,5	0,3	6,3	5,8	0,4	6,5	5,9	0,6
Luxembourg	5,4	3,7	1,7	4,1	4,3	- 0,2	5,3	4,3	1,1
Pays-Bas	9,4	9,2	0,3	8,2	7,5	0,7	8,4	7,4	1,1
Portugal	1,0	1,5	- 0,5	0,9	1,2	- 0,3	1,0	1,3	- 0,4
Autres pays de l'Union européenne	22,8	22,4	0,3	24,2	23,4	0,9	24,4	23,5	0,8
dont : Danemark	1,3	1,2	0,1	0,9	0,6	0,3	0,8	0,6	0,3
Hongrie	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,6	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2
Pologne	1,0	1,1	- 0,2	1,0	1,2	- 0,2	1,2	1,2	0,0
République tchèque	0,7	0,7	0,0	0,6	0,7	- 0,2	0,6	0,7	- 0,1
Roumanie	0,3	1,0	- 0,7	0,4	1,0	- 0,7	0,5	1,1	- 0,5
Royaume-Uni	16,6	15,5	1,0	17,7	16,8	0,9	18,0	17,3	0,7
Suède	1,7	2,1	- 0,4	2,0	2,1	- 0,1	2,1	1,9	0,2
Reste du monde	68,6	52,7	15,9	67,5	50,8	16,7	68,3	48,9	19,4
dont : Afrique du Sud	0,5	0,3	0,2	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,1
Algérie	0,5	0,3	0,3	0,4	0,1	0,3	0,4	0,2	0,2
Angola	2,6	1,8	0,8	0,8	0,2	0,6	0,7	0,2	0,6
Arabie saoudite	1,3	0,3	1,0	1,2	0,6	0,7	1,2	0,5	0,7
Australie	0,7	0,4	0,3	0,7	0,4	0,3	0,9	0,4	0,5
Bahreïn	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,9	0,7	0,2	0,9	0,6	0,2	1,0	0,5	0,5
Canada	1,1	1,1	0,0	1,2	1,1	0,0	1,4	1,2	0,2
Chine	2,5	4,5	- 1,9	2,4	2,6	- 0,3	2,4	1,9	0,5
Corée du sud	1,3	1,1	0,3	0,9	1,0	- 0,1	1,3	1,0	0,3
Égypte	0,7	0,5	0,2	0,6	1,0	- 0,3	0,6	0,9	- 0,4
Émirats arabes unis	1,7	1,0	0,7	1,7	0,9	0,8	1,7	0,8	0,9
États-Unis	19,1	17,8	1,4	20,1	19,7	0,4	21,3	19,1	2,2
Hong Kong	0,8	1,1	- 0,3	0,9	1,3	- 0,4	1,0	1,4	- 0,4
Inde	0,7	1,2	- 0,5	0,9	1,9	- 1,0	1,0	1,9	- 0,8
Japon	1,9	1,1	0,8	2,2	1,3	0,9	2,4	1,1	1,3
Maroc	0,8	1,6	- 0,8	0,9	1,6	- 0,7	0,9	1,7	- 0,8
Mexique	0,6	0,3	0,3	0,6	0,3	0,3	0,8	0,5	0,3
Nigéria	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3	0,0
Norvège	0,9	0,9	0,0	0,6	0,5	0,1	0,5	0,5	0,0
Qatar	0,7	0,3	0,4	0,7	0,2	0,5	0,7	0,2	0,5
Russie	1,8	0,6	1,2	3,1	0,4	2,8	1,8	0,3	1,4
Singapour	2,8	1,4	1,4	2,9	1,1	1,8	3,3	1,2	2,1
Suisse	10,4	6,9	3,4	11,2	7,1	4,1	10,9	6,5	4,4
Tunisie	0,2	0,7	- 0,4	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,8	- 0,7
Turquie	1,1	0,5	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	0,6	0,2
Total	147,9	136,2	11,7	147,8	138,9	8,9	153,4	139,9	13,5

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.7 Autres services

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,6	7,1	0,6	9,1	8,0	1,1	10,0	8,5	1,5
Services d'entretien et de réparation n.i.a	7,0	6,7	0,3	7,5	7,2	0,3	8,8	8,0	0,8
Construction	3,0	2,1	0,9	5,0	2,7	2,3	3,0	1,9	1,1
Services d'assurance et de pension	8,2	8,4	- 0,2	6,7	9,1	- 2,4	7,9	8,5	- 0,6
Services financiers	10,4	5,4	5,0	9,7	6,2	3,5	10,0	6,5	3,5
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6,7	4,2	2,5	6,9	4,8	2,1	7,0	5,1	1,9
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	3,7	1,2	2,5	2,8	1,4	1,4	3,0	1,4	1,6
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14,0	13,3	0,7	14,9	14,2	0,8	14,2	13,5	0,7
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16,4	17,5	- 1,1	16,2	18,7	- 2,5	17,3	19,5	- 2,2
Autres services aux entreprises	76,6	72,1	4,5	73,7	69,6	4,1	77,6	70,4	7,2
<i>Services de recherche et développement</i>	10,3	13,0	- 2,6	11,2	11,9	- 0,7	13,1	12,7	0,4
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	21,8	19,6	2,2	22,3	21,3	1,0	24,2	21,7	2,5
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	44,5	39,6	4,9	40,2	36,4	3,8	40,3	36,0	4,3
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,9	3,5	0,5	3,9	3,2	0,7	3,9	3,0	0,9
Biens et services des APU n.i.a.	0,7	0,0	0,6	1,1	0,0	1,1	0,5	0,0	0,4

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

1.8 Revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	21,3	1,4	19,9	21,8	1,3	20,5	22,0	1,5	20,5
Revenus des investissements	127,8	103,9	23,9	134,6	106,9	27,7	149,1	117,4	31,7
Revenus d'investissements directs	62,8	26,7	36,1	67,5	29,3	38,2	70,9	27,8	43,2
<i>Dividendes</i>	46,8	16,4	30,4	51,5	17,7	33,8	53,9	19,2	34,7
<i>Bénéfices réinvestis</i>	13,4	7,6	5,8	12,7	9,1	3,6	13,5	6,6	6,9
<i>Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés</i>	2,6	2,7	- 0,1	3,3	2,5	0,8	3,6	1,9	1,6
Revenus d'investissements de portefeuille	52,5	65,1	- 12,5	49,5	61,9	- 12,5	47,7	63,4	- 15,6
<i>dont revenus des actions et des OPC^{a)}</i>	14,0	19,8	- 5,8	15,7	20,6	- 4,9	16,7	22,9	- 6,1
Revenus des autres investissements	11,9	12,2	- 0,2	17,0	15,7	1,3	29,4	26,3	3,1
<i>Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement</i>	0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3
<i>Intérêts</i>	11,4	11,6	- 0,2	16,1	15,0	1,0	28,6	25,7	2,9
<i>Revenus attribués aux assurés</i>	0,3	0,6	- 0,3	0,6	0,7	- 0,1	0,5	0,6	- 0,1
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,0	0,5	0,6	0,0	0,6	1,0	0,0	1,0
Autres revenus primaires	8,4	3,7	4,7	8,3	4,1	4,1	8,0	2,2	5,8
Total	157,4	108,9	48,5	164,7	112,4	52,3	179,1	121,1	58,0

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie

(en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2015	2016	2017	2018 ^{a)}	2018 (en %)	2015	2016	2017	2018 ^{a)}	2018 (en %)
Union européenne (à 28)	34,8	37,4	37,0	36,4	51,3	18,5	21,9	22,5	21,2	76,5
Union économique et monétaire (à 19)	24,9	28,1	26,5	25,7	36,2	15,6	17,5	18,3	17,0	61,4
dont : Allemagne	3,8	4,7	5,3	5,1	7,2	2,0	2,0	2,7	2,2	7,9
Belgique	5,9	6,6	4,0	3,7	5,2	2,8	3,0	2,9	2,5	9,0
Espagne	2,3	2,8	4,0	3,8	5,4	0,9	1,0	1,2	1,1	4,0
Irlande	1,8	1,4	1,3	1,2	1,7	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4
Italie	2,1	3,4	3,8	3,6	5,1	0,6	0,9	0,4	0,6	2,2
Luxembourg	1,9	2,4	2,3	2,3	3,2	3,4	3,7	4,4	4,5	16,2
Pays-Bas	6,0	5,6	4,1	4,3	6,1	5,3	6,0	6,3	5,8	20,9
Portugal	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Autres pays de l'Union européenne	9,8	9,2	10,5	10,7	15,1	3,0	4,4	4,2	4,2	15,2
dont : Pologne	1,1	0,9	1,2	1,1	1,6	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,4
République tchèque	1,0	0,9	0,9	0,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,4	0,5	0,6	0,6	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	5,0	5,5	6,1	6,6	9,3	2,4	3,7	3,5	3,5	12,6
Suède	0,2	0,4	0,5	0,5	0,7	0,3	0,4	0,6	0,5	1,8
Reste du monde	28,6	25,4	30,5	34,5	48,7	5,7	4,7	6,8	6,5	23,5
dont : Brésil	0,2	0,8	0,8	0,8	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,3	0,9	- 0,5	- 0,1	- 0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,4
Chine	2,5	0,9	1,5	1,4	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis	8,2	5,0	5,3	9,4	13,3	2,7	1,9	2,3	2,2	7,9
Hong Kong	1,3	1,0	1,4	1,3	1,8	0,1	0,1	0,3	0,2	0,7
Inde	0,4	0,2	0,3	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,5	0,3	0,4	0,4	0,6	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0
Japon	1,8	3,2	3,5	3,3	4,7	0,5	0,5	0,4	0,4	1,4
Maroc	0,6	0,4	0,3	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	0,7	0,6	0,4	0,4	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4
Russie	0,0	1,0	1,2	1,1	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	1,4	0,2	1,6	1,6	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	4,1	4,9	5,8	5,3	7,5	2,2	2,4	1,6	1,8	6,5
Turquie	0,3	0,2	0,7	0,6	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	63,4	62,8	67,5	70,9	100,0	24,3	26,7	29,3	27,7	100,0

a) Pour l'année 2018, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.
Notes : voir « Définition des zones géographiques » dans la partie méthodologie à la fin du présent Rapport.
Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupes, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	5,8	35,7	- 29,9	7,1	32,6	- 25,5	7,2	35,9	- 28,7
Prestations sociales		7,3	- 7,3		7,1	- 7,1		7,0	- 7,0
Coopération internationale	1,8	7,6	- 5,8	2,5	8,5	- 6,0	2,0	7,8	- 5,8
dont frais de fonctionnement des organisations internationales		0,9	- 0,9		1,0	- 1,0		0,9	- 0,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		20,4	- 20,4		16,3	- 16,3		20,6	- 20,6
Autres transferts des APU ^{a)}	3,9	0,5	3,4	4,6	0,7	3,9	5,2	0,5	4,6
Revenus secondaires des autres secteurs	19,6	37,0	- 17,4	20,8	39,1	- 18,2	22,4	41,4	- 19,0
dont transferts courants divers	4,6	18,7	- 14,2	4,6	18,5	- 13,9	5,2	21,1	- 15,9
dont envois de fonds des travailleurs	0,5	10,6	- 10,2	0,5	10,8	- 10,3	0,9	11,4	- 10,5
Total	25,4	72,7	- 47,3	28,0	71,7	- 43,7	29,6	77,3	- 47,7

a) Administrations publiques.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)} Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2008	44,8	70,5	61,0	8,4	1,2
2009	50,5	72,6	40,3	9,6	22,7
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	37,7	58,6	34,6	13,4	10,6
2017	10,2	36,6	23,3	12,7	0,7
2018	55,2	86,8	85,6	13,5	-12,3

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{a)}
2008	44,8	25,7	15,0	1,8	8,8
2009	50,5	22,1	14,5	- 2,3	10,0
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	37,7	20,8	18,9	7,6	- 5,6
2017	10,2	26,4	22,0	9,1	- 4,6
2018	55,2	31,6	30,2	6,6	- 5,2

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018
Union européenne (à 28)	33,2	34,1	32,4	71,6
Union économique et monétaire (à 19)	23,5	32,6	18,5	53,9
dont : Allemagne	3,1	9,1	6,9	- 0,9
Belgique	- 1,7	7,7	- 11,6	2,2
Espagne	3,3	4,3	- 0,2	1,3
Irlande	2,7	- 2,1	2,5	2,0
Italie	6,7	12,5	2,3	27,1
Luxembourg	3,4	- 2,9	11,3	- 1,7
Pays-Bas	3,6	3,6	5,8	22,2
Autres pays de l'Union européenne	9,7	1,5	13,9	17,7
dont : Pologne	1,3	1,1	- 0,4	1,1
République tchèque	0,2	0,4	0,4	0,5
Roumanie	0,2	0,1	0,2	0,5
Royaume-Uni	6,6	- 1,2	10,4	11,3
Suède	- 0,1	0,8	3,2	0,1
Reste du monde	14,8	24,5	4,2	15,2
dont : Angola	2,8	- 0,5	- 1,5	- 1,8
Australie	0,1	- 0,7	1,5	5,7
Bahamas	0,6	0,0	0,0	0,0
Bermudes	- 0,1	1,0	0,4	14,1
Brésil	- 5,3	2,0	2,3	1,0
Canada	0,2	0,3	1,6	- 1,9
Chine	0,7	0,5	- 0,1	- 0,2
Égypte	- 0,2	0,1	- 0,6	- 0,6
Émirats arabes unis	- 0,5	0,2	1,4	- 0,3
États-Unis	7,2	13,9	- 5,2	- 8,2
Hong Kong	1,6	- 1,9	- 0,5	0,2
Îles Vierges britanniques	- 0,3	- 0,2	0,0	- 0,1
Inde	1,0	- 0,2	0,4	0,2
Japon	0,0	1,5	2,6	1,7
Kazakhstan	1,4	- 0,4	- 0,1	- 0,5
Maroc	0,8	0,5	0,7	- 0,1
Nigéria	- 0,3	0,2	- 0,3	- 0,2
Norvège	0,0	- 0,4	- 1,7	- 1,4
Qatar	- 0,4	0,3	- 1,5	1,0
Russie	0,8	3,3	1,5	0,4
Singapour	0,6	0,2	- 2,0	- 0,7
Suisse	- 0,5	2,9	1,4	6,4
Turquie	0,5	- 0,4	0,6	0,5
Total	48,0	58,6	36,6	86,8

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018
Union européenne (à 28)	21,4	23,1	22,6	34,8
Union économique et monétaire (à 19)	7,6	23,8	3,5	29,5
dont :				
Allemagne	5,4	4,9	9,0	2,3
Belgique	3,7	- 4,6	0,4	- 0,4
Espagne	1,9	- 0,2	2,8	0,8
Finlande	- 0,2	12,4	- 9,9	- 2
Irlande	- 1,6	- 0,7	1,1	- 1,6
Italie	1,2	3,0	0,4	1,3
Luxembourg	2,2	12,4	- 3,0	24,6
Pays-Bas	- 6,0	- 3,7	2,6	5,6
Autres pays de l'Union européenne	13,8	- 0,6	19,1	5,3
dont :				
Danemark	0,4	0,3	0,2	0,1
Pologne	- 0,7	- 0,7	0,9	0,2
République tchèque	- 0,2	0,1	- 0,1	- 0,1
Roumanie	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,1
Royaume-Uni	13,2	- 0,9	18,3	5,0
Suède	1,1	0,7	0,0	- 0,1
Reste du monde	19,5	- 2,3	3,9	- 3,2
dont :				
Bermudes	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Brésil	0,1	0,0	0,1	0,1
Canada	- 0,5	0,3	1,2	1,4
Chine	0,6	0,2	0,1	0,2
Émirats arabes unis	0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,1
États-Unis	- 6,1	- 7,2	- 0,2	- 8,3
Hong Kong	0,0	1,5	0,8	0,3
Inde	0,1	- 0,1	0,0	0,0
Japon	0,1	0,9	1,0	0,5
Jersey	0,2	- 0,1	0,1	0,0
Liban	1,0	- 0,2	0,9	0,3
Qatar	0,7	1,3	0,8	- 0,7
Russie	0,1	- 0,1	0,3	- 0,1
Suisse	20,2	1,9	0,2	3,4
Singapour	0,3	0,1	- 0,2	- 0,1
Turquie	0,2	- 0,1	- 0,1	0,0
Total	40,9	20,8	26,4	31,6

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	- 0,1	0,1	- 0,1
Industries extractives	11,1	4,0	- 6,7	2,3
dont : Extraction de pétrole et de gaz	10,1	3,3	- 7,4	2,5
Industries manufacturières	- 3,9	14,8	13,7	35,6
dont : Industries agricoles et alimentaires	2,2	2,9	11,8	4,7
Industrie du textile et habillement	- 0,4	0,8	- 1,9	0,4
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,2	0,0	- 0,1	0,0
Cokéfaction et raffinage	- 0,9	0,9	- 0,4	- 0,2
Industrie chimique	5,1	5,2	0,0	0,7
Industrie pharmaceutique	- 3,4	- 0,4	- 8,4	- 2,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	- 0,7	0,0	1,9	4,5
Industries métallurgiques	- 0,8	3,3	2,0	- 1,2
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 1,4	3,8	2,6	0,1
Fabrication de machines et équipements	- 0,1	0,1	0,6	0,0
Industrie automobile	0,9	1,6	3,7	0,1
Fabrication d'autres matériels de transport	2,6	- 1,9	2,3	0,5
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	1,6	0,7	- 0,6	1,5
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,1	0,0	- 0,1	0,8
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	1,3	0,0	0,1	0,8
Construction	- 0,9	- 0,7	- 4,9	0,2
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	4,0	4,4	2,0	6,8
dont : Commerce de gros	1,7	0,3	1,0	7,0
Commerce de détail	2,1	2,8	0,8	- 2,0
Transports et entreposage	1,6	- 0,3	- 0,4	- 0,3
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,1	- 0,5	0,2	0,1
Transports par eau	- 0,1	- 0,8	- 0,7	- 0,3
Transports aériens	- 0,1	0,6	- 0,1	- 0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,7	0,4	0,2	0,0
Hébergement et restauration	0,2	2,4	6,8	- 3,3
Information et communication	2,7	0,1	1,4	6,4
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 2,7	1,9	- 0,4	0,7
Télécommunications	1,4	- 2,6	- 0,9	- 0,7
Activités financières et d'assurance	11,6	24,3	17,6	0,3
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	7,5	19,9	- 2,1	- 3,8
Activités des sociétés <i>holding</i>	2,5	0,7	4,0	2,7
Assurance	0,4	1,5	2,7	4,9
Activités immobilières ^{b)}	11,9	3,4	2,0	20,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,8	1,4	3,3	0,3
dont : Activités juridiques et comptables	- 0,1	0,1	0,1	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 0,7	2,0	6,4	0,5
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	3,8	0,8	- 6,3	- 0,2
Recherche-développement scientifique	- 0,1	0,0	0,1	0,0
Publicité et études de marché	0,9	1,1	2,5	0,0
Activités de services administratifs et de soutien	3,6	0,5	1,2	- 2,3
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	1,1	- 0,1	0,1	- 0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,0	0,0	- 0,1	0,0
Montants non ventilés	- 1,4	3,6	1,0	17,8
Total	48,0	58,6	36,6	86,8

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,1	0,1	0,1
Industries extractives	- 0,3	- 0,1	0,3	0,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	- 0,2	- 0,2	0,2	0,1
Industries manufacturières	- 3,8	7,3	- 1,7	17,1
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 0,5	- 3,5	3,3	0,3
Industrie du textile et habillement	0,8	0,0	- 0,7	- 0,9
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,8	0,5	0,4	0,1
Cokéfaction et raffinage	- 0,4	- 0,1	4,2	0,1
Industrie chimique	0,6	0,8	3,6	2,9
Industrie pharmaceutique	2,4	0,1	- 0,6	- 7,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,4	0,1	0,6	0,0
Industries métallurgiques	2,1	- 0,6	2,0	0,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 0,4	12,0	- 9,8	- 0,5
Fabrication de machines et équipements	0,3	- 0,2	0,1	0,5
Industrie automobile	0,0	0,4	- 0,4	0,1
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,9	- 0,8	- 2,0	0,5
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	0,7	1,1	- 0,4	- 0,4
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	- 0,3	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	15,3	1,2	- 2,7	- 0,2
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	2,1	0,2	3,4	- 1,3
dont : Commerce de gros	- 0,4	0,1	3,0	0,2
Commerce de détail	2,5	0,0	0,8	- 2,8
Transports et entreposage	1,9	1,2	2,8	- 0,1
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,1	0,0	2,4	0,1
Transports par eau	0,8	- 0,3	1,1	- 0,1
Transports aériens	0,0	- 0,1	0,0	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	1,3	1,5	- 0,7	- 0,2
Hébergement et restauration	- 0,5	2,2	- 0,3	- 0,7
Information et communication	1,9	0,5	2,0	1,2
dont : Cinéma, vidéo et télévision	0,1	0,0	0,1	- 0,3
Télécommunications	0,1	- 0,4	- 0,4	0,1
Activités financières et d'assurance	12,2	- 10,6	14,9	14,9
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	6,2	0,2	2,1	4,0
Activités des sociétés holding	4,1	- 4,8	5,7	7,9
Assurance	2,2	- 0,4	0,3	0,3
Activités immobilières ^{b)}	7,7	- 1,7	- 0,4	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	- 1,6	3,4	3,6	1,0
dont : Activités juridiques et comptables	0,0	- 0,6	0,2	0,6
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 1,4	3,3	1,9	0,4
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 1,0	0,1	1,6	- 0,2
Recherche-développement scientifique	0,8	0,2	0,1	0,0
Publicité et études de marché	0,2	0,2	0,0	0,0
Activités de services administratifs et de soutien	- 0,1	2,1	0,1	- 3,4
Enseignement	0,0	0,2	0,4	- 0,1
Santé humaine et action sociale	- 0,7	0,5	0,3	0,5
Arts, spectacles et activités récréatives	- 0,3	0,1	0,6	0,2
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants non ventilés	6,2	13,1	3,8	2,1
Total	40,9	20,8	26,4	31,6

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu par des investisseurs non résidents.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger
Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2018,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Altran Technologies	Aricent Technologies	États-Unis	Acquisition de la société
Atos	Syntel	États-Unis	Acquisition de la société
AXA	XL Group	Bermudes	Acquisition de l'assureur par voie d'OPA
Essilor	Luxottica	Italie	Acquisition de la multinationale italienne par voie d'OPE
Michelin	Fenner	Royaume-Uni	Acquisition par voie d'OPA
Saint-Gobain	Schenker-Winkler Holding – SWH	Suisse	Acquisition de la <i>holding</i> du groupe Sika auprès de la famille Burkard, mettant fin à l'ensemble des procédures judiciaires en cours
Sanofi	Bioverativ	États-Unis	Acquisition par voie d'OPA
Sanofi	Ablynx	Belgique	Acquisition par voie d'OPA
Servier	Shire – branche oncologie	États-Unis	Acquisition de la branche oncologie du laboratoire irlandais Shire
Total	Mærsk oil	Danemark	Acquisition du groupe danois
Unibail-Rodamco	Westfield	Australie	Fusion majeure dans le secteur immobilier
Worldline	Six Payment Services	Suisse	Acquisition de la division services de paiements du groupe suisse en contrepartie d'une entrée au capital de Worldline par Six Group
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Axa	Axa Equitable Holding	États-Unis	Cession d'actions de la filiale américaine nouvellement cotée en bourse
Fimalac	Fitch ratings	États-Unis	Cession du solde du capital de l'agence de notation
Kering	Puma	Allemagne	Cession de la majorité du capital de l'équipementier dans le cadre d'une distribution de dividendes

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2018, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise résidente investie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Novartis	Advanced Accelerator Applications	Suisse	Acquisition du laboratoire spécialisé en médecine nucléaire
Fluxys Samsung	Dunkerque LNG	Belgique Corée du Sud	Rachat auprès de Total et EDF
Neptune Energy	Engie E&P International	Royaume-Uni	Acquisition de la branche exploration-production d'hydrocarbures du groupe Engie
Delfin – holding de Leonardo del Vecchio (Italie)	EssilorLuxottica	Luxembourg	L'ex-actionnaire majoritaire de Luxottica (Italie) entre au capital du groupe issu de la fusion d'Essilor et de Luxottica
Allianz	Euler Hermes Group	Allemagne	Rachat des parts des minoritaires de l'assureur-crédit
Tsinghua Unigroup	Linxens	Chine	Acquisition de la « pépite » spécialisée en électronique
Givaudan	Naturex	Suisse	Rachat par voie d'OPA
Kohlberg Kravis Roberts & Co. – KKR	SFR Tower Co	États-Unis	Le fonds d'investissement américain acquiert près de la moitié du capital de la société regroupant les pylônes d'Altice
Six Group	Worldline	Suisse	Entrée au capital en contrepartie de l'acquisition de la division Six Payment Services
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise désinvestie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Cube Infrastructure	Idex	Luxembourg	Cession de la participation dans le spécialiste du chauffage

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur

(en milliards d'euros)

	2017				2018			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 28)	42,3	- 40,2	5,7	7,9	- 3,5	8	- 5,7	- 1,2
Union économique et monétaire (à 19)	31,2	- 29,1	- 9,3	- 7,2	5	15,7	5,3	26
dont : Allemagne	- 3,5	- 16,3	- 4,6	- 24,4	- 5,8	1,6	0,3	- 3,9
Autriche	0,3	- 3	0,1	- 2,6	- 0,2	- 2,6	- 0,1	- 2,8
Belgique	0,1	- 10,7	0,6	- 10	- 2,1	- 4,2	- 3,2	- 9,4
Espagne	5,7	4,2	- 9,4	0,5	- 7	- 1,5	3,7	- 4,8
Finlande	0,1	0,9	0,1	1,1	- 0,5	0,6	- 0,1	0
Grèce	- 0,1	- 0,8	0,3	- 0,6	0	- 0,3	0	- 0,4
Irlande	8,8	- 3,1	3,9	9,5	1,4	- 1,8	- 3	- 3,4
Italie	1,7	- 11,3	2,5	- 7,1	2,8	- 11,8	- 4,6	- 13,5
Luxembourg	20,5	12,2	3,9	36,7	18,8	26,7	1,1	46,6
Pays-Bas	- 2,6	- 2,8	- 5,4	- 10,8	- 2,9	9,5	10,9	17,5
Portugal	0	0,1	- 1,4	- 1,2	0,4	- 1,4	0,1	- 0,9
Autres pays de l'Union européenne (à 28)	11,2	- 11,1	15	15,1	- 8,5	- 7,7	- 11	- 27,2
dont : Royaume-Uni	10,4	- 7,6	12,8	15,6	- 10	- 2,3	- 8,8	- 21,1
Suède	0,3	0,7	3,1	4,1	- 0,6	- 1,3	- 2,1	- 4
Reste du monde	9	21,1	15,6	45,7	- 24,9	35,3	10	20,4
dont : Bermudes	0,1	0	- 0,2	- 0,2	0,1	0	- 0,1	0
Brésil	0,3	- 0,3	0	0	0,5	0,7	0	1,2
Chine	- 2,9	0,3	- 0,1	- 2,7	0,5	0	0	0,5
Corée du Sud	- 0,5	0,2	0,1	- 0,2	- 0,9	1,9	- 0,1	0,9
États-Unis	11,6	10,9	- 0,8	21,7	- 13,3	15,5	1,4	3,6
Îles Cayman	- 0,7	- 0,6	0	- 1,3	0,7	- 0,7	0	0
Inde	4,7	0,2	0	4,9	- 2,2	- 0,3	0	- 2,6
Japon	- 6,2	9,4	13,3	16,5	- 3,3	14,4	11,2	22,4
Jersey	- 0,4	- 0,4	0,1	- 0,7	0,4	- 0,2	- 0,1	0,1
Russie	0,3	0,1	0	0,4	- 0,1	- 0,3	0	- 0,4
Suisse	- 2	0,9	1	- 0,2	- 3,7	0,4	- 1	- 4,4
Turquie	0	0,3	0	0,3	- 0,1	0,2	0	0,1
Total	51,4	- 19,1	21,3	53,6	- 28,4	43,3	4,3	19,2

a) Organismes de placement collectif.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	29,8	- 0,4	29,4	- 16,5	9,3	- 7,2	23,2	2,8	26,0
Actions et titres d'OPC	15,7	- 2,4	13,3	28,4	2,8	31,2	5,0	0,0	5,0
Actions	0,5	- 0,5	0,0	3,3	1,0	4,3	- 13,3	0,7	- 12,6
Titres d'OPC	15,2	- 1,9	13,3	25,0	1,8	26,8	18,4	- 0,7	17,7
Titres de créance à long terme	- 5,9	- 1,0	- 7,0	- 37,3	8,2	- 29,1	16,1	- 0,5	15,7
Titres de créance à court terme	20,0	3,0	23,0	- 7,6	- 1,7	- 9,3	2,1	3,2	5,3
Bons du Trésor à moins d'un an	5,7	0,0	5,6	- 7,0	0,0	- 7,0	4,7	0,2	4,9
Autres titres de créance à court terme	14,4	3,0	17,4	- 0,6	- 1,7	- 2,3	- 2,6	3,0	0,4
Émetteurs hors zone euro	21,3	- 14,2	7,1	6,0	54,8	60,8	- 2,9	- 4,0	- 6,8
Actions et titres d'OPC	2,8	- 0,2	2,6	- 5,4	25,6	20,2	- 1,1	- 32,3	- 33,4
Actions	2,3	1,7	4,0	- 5,1	24,9	19,7	2,4	- 31,4	- 29,0
Titres d'OPC	0,5	- 1,9	- 1,4	- 0,2	0,7	0,5	- 3,5	- 0,9	- 4,4
Titres de créance à long terme	15,6	16,7	32,3	- 4,8	14,8	10,0	8,0	19,6	27,6
Titres de créance à court terme	2,9	- 30,7	- 27,8	16,2	14,4	30,6	- 9,7	8,7	- 1,0
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	- 31,5	- 31,5	0,0	13,2	13,2	0,0	11,0	11,0
Autres titres de créance à court terme	2,9	0,8	3,7	16,2	1,2	17,4	- 9,8	- 2,2	- 12,0
Tous émetteurs	51,1	- 14,6	36,4	- 10,5	64,0	53,6	20,4	- 1,2	19,2
Actions et titres d'OPC	18,5	- 2,6	15,9	23,0	28,4	51,4	3,9	- 32,3	- 28,4
Actions	2,8	1,2	4,0	- 1,8	25,9	24,1	- 11,0	- 30,7	- 41,7
Titres d'OPC	15,8	- 3,8	11,9	24,8	2,5	27,3	14,9	- 1,6	13,3
Titres de créance à long terme	9,6	15,7	25,3	- 42,1	23,0	- 19,1	24,1	19,2	43,3
Titres de créance à court terme	22,9	- 27,7	- 4,8	8,6	12,7	21,3	- 7,7	12,0	4,3
Bons du Trésor à moins d'un an	5,6	- 31,5	- 25,9	- 7,0	13,2	6,3	4,7	11,1	15,9
Autres titres de créance à court terme	17,3	3,8	21,1	15,6	- 0,6	15,0	- 12,4	0,8	- 11,6

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Engagements	103,2	87,7	4,6	36,3	30,0	24,2
Administrations publiques	60,0	48,4	10,5	- 9,6	- 16,3	- 13,8
OAT ^{a)}	85,1	91,8	79,4	46,8	13,7	26,2
BTAN ^{b)}	- 51,2	- 44,9	- 49,8	- 56,3	- 29,0	0,0
Autres titres de créance à long terme	4,2	3,9	- 2,2	- 1,7	0,6	- 7,3
BTF ^{c)}	18,9	1,9	- 17,7	- 7,8	- 4,4	- 14,8
Autres titres de créance à court terme	3,1	- 4,3	0,7	9,5	2,9	- 17,8
Institutions financières monétaires	10,2	11,2	- 18,4	25,1	24,6	38,9
Actions	3,8	0,1	1,7	1,7	2,1	- 1,8
Titres d'OPC monétaires	- 0,2	3,6	10,2	13,8	4,1	7,9
Titres de créance à long terme	4,3	9,6	- 18,3	0,2	11,9	41,3
Titres de créance à court terme	2,3	- 2,1	- 12,0	9,5	6,5	- 8,5
Autres secteurs	33,0	28,0	12,5	20,8	21,6	- 1,0
Actions	19,8	- 4,4	- 5,1	5,9	5,0	- 5,6
Titres d'OPC non monétaires	2,3	8,6	3,2	7,2	17,4	- 18,3
Titres de créance à long terme	8,8	21,5	13,1	15,5	- 1,7	22,9
Titres de créance à court terme	2,1	2,3	1,4	- 7,7	0,9	0,1

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Avoirs des IFM	151,0	93,5	140,0	158,0	58,9	100,9
Long terme	37,0	14,3	18,5	34,3	- 2,0	6,6
Euros	5,5	7,9	18,3	4,7	- 9,1	6,6
Devises	31,5	6,4	0,2	29,7	7,0	0,0
Court terme	114,0	79,2	121,6	123,7	61,0	94,3
Euros	- 9,3	31,7	105,6	5,4	19,7	81,2
Devises	123,3	47,5	16,0	118,2	41,3	13,2
Engagements des IFM	178,8	107,1	187,0	183,8	47,6	138,2
Long terme	- 8,8	8,2	35,8	- 14,4	- 18,1	- 3,1
Euros	- 8,7	1,8	28,4	- 10,1	- 17,2	- 3,8
Devises	- 0,1	6,5	7,4	- 4,3	- 0,9	0,7
Court terme	187,6	98,9	151,3	198,1	65,7	141,3
Euros	36,8	61,9	153,6	48,5	43,5	140,9
Devises	150,8	37,0	- 2,3	149,6	22,2	0,4
Flux nets	- 27,8	- 13,6	- 47,0	- 25,8	11,3	- 37,3
Euros	- 31,9	- 24,0	- 58,1	- 28,3	- 15,8	- 49,4
Devises	4,1	10,4	11,1	2,5	27,0	12,1
Long terme	45,8	6,1	- 17,3	48,7	16,1	9,6
Court terme	- 73,6	- 19,7	- 29,7	- 74,5	- 4,8	- 47,0

5. POSITION EXTÉRIEURE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2017 et fin 2018 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2017	Flux de balance des paiements 2018 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2018
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	540,3	55,2	0,9	5,1	1,6	- 5,8	56,1	596,4
Français à l'étranger	1 222,9	86,8	7,3	5,3	0,0	2,0	94,1	1 317,0
<i>Capitaux propres</i>	1 117,3	99,1	1,6	1,6	0,0	0,0	100,7	1 218,0
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	105,6	- 12,3	5,7	3,7	0,0	2,0	- 6,6	99,0
Étrangers en France	682,5	31,6	6,4	0,2	- 1,5	7,8	38,0	720,5
<i>Capitaux propres</i>	622,9	36,8	1,9	0,1	- 1,5	3,3	38,7	661,5
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	59,6	- 5,2	4,6	0,1	0,0	4,4	- 0,6	59,0
Investissements de portefeuille	- 718,8	- 5,0	6,6	3,0	3,0	0,5	1,6	- 717,3
Titres étrangers	2 455,1	19,2	- 96,1	18,4	- 120,0	5,6	- 76,9	2 378,2
<i>Actions et titres d'OPC ^{b)}</i>	816,2	- 28,4	- 80,0	8,2	- 84,6	- 3,6	- 108,4	707,9
<i>Obligations et assimilés</i>	1 440,8	43,3	- 20,8	6,5	- 35,8	8,6	22,5	1 463,3
<i>Titres de créance à court terme</i>	198,0	4,3	4,7	3,6	0,4	0,6	8,9	207,0
Titres français	3 173,9	24,2	- 102,7	15,3	- 123,0	5,0	- 78,5	3 095,5
<i>Actions et titres d'OPC</i>	918,5	- 17,8	- 85,9	0,2	- 83,0	- 3,1	- 103,7	814,8
<i>Obligations et assimilés</i>	2 033,5	83,0	- 44,2	13,4	- 40,2	- 17,4	38,8	2 072,3
<i>Titres de créance à court terme</i>	222,0	- 41,0	27,4	1,8	0,1	25,5	- 13,6	208,4
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	1 067,8	11,4	- 26,9	0,0	- 10,6	- 16,3	- 15,5	1 052,3
Instrument financiers dérivés ^{c)}	- 69,2	- 25,9	22,5	- 1,7	25,0	- 0,7	- 3,3	- 72,5
Créances	608,2	73,6	- 69,0	10,3	- 81,4	2,1	4,6	612,8
Engagements	677,4	99,5	- 91,5	12,0	- 106,3	2,8	8,0	685,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 263,6	- 62,0	- 11,5	- 1,8	0,0	- 9,7	- 73,5	- 337,1
Autres participations	45,9	0,0	0,9	0,9	0,0	0,0	0,9	46,8
<i>Banque de France</i>	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
<i>Administrations publiques</i>	44,4	0,0	0,9	0,9	0,0	0,0	0,9	45,2
Numéraire et dépôts	- 347,4	- 265,5	- 261,5	- 12,1	0,0	- 249,4	- 527,0	- 874,5
<i>Banque de France</i>	- 79,0	- 17,8	0,5	0,5	0,0	0,0	- 17,4	- 96,4
<i>Administrations publiques</i>	- 12,5	- 1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 14,1
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 592,2	- 266,5	- 40,1	- 13,6	0,0	- 26,5	- 306,6	- 898,8
<i>Autres secteurs</i>	336,3	20,4	- 221,9	1,0	0,0	- 222,9	- 201,6	134,8
Prêts	82,2	216,3	251,0	11,3	0,0	239,7	467,3	549,5
<i>Banque de France</i>	- 78,7	2,8	- 2,5	- 2,5	0,0	0,0	0,2	- 78,4
<i>Administrations publiques</i>	7,1	- 2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	4,9
<i>Institutions financières monétaires</i>	481,6	227,3	14,4	14,7	0,0	- 0,3	241,7	723,4
<i>Autres secteurs</i>	- 327,9	- 11,5	239,1	- 0,9	0,0	240,0	227,6	- 100,3
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 35,4	- 4,8	- 1,5	- 1,5	0,0	0,0	- 6,3	- 41,7
Autres comptes à payer/à recevoir	12,2	- 8,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,1	4,1
<i>Institutions financières monétaires</i>	12,0	- 7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	- 7,8	4,1
<i>Autres secteurs</i>	0,3	- 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0
Droits de tirage spéciaux	- 12,0	0,0	- 0,3	- 0,3	0,0	0,0	- 0,3	- 12,3
Réserves techniques d'assurances	- 9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 9,1
Avoirs de réserve	130,4	10,4	4,8	1,7	3,1	0,0	15,2	145,6
Solde	- 380,9	- 27,3	23,3	6,3	32,6	- 15,7	- 4,1	- 384,9
(en % du PIB)	- 16,6							- 16,4

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)}

Encours en fin d'année

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^{b)}	2017 ^{b)}	2018
Investissements directs français à l'étranger	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 222,9	1 317,0
Capitaux propres	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 117,3	1 218,0
Entreprises cotées	40,5	59,4	67,7	54,5	55,9	60,0	62,3	76,4	76,0	74,6	89,2
Entreprises non cotées et immobilier	632,1	697,5	796,6	839,6	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 036,0	1 042,7	1 128,8
Autres opérations (prêts)	- 1,3	20,9	13,6	70,4	16,0	20,8	53,2	85,1	107,0	105,6	99,0
Investissements directs étrangers en France	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	682,5	720,5
Capitaux propres	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	622,9	661,5
Entreprises cotées	39,2	64,0	65,0	51,6	62,3	80,6	90,4	98,0	104,4	84,1	97,7
Entreprises non cotées et immobilier	364,7	370,2	395,9	409,2	408,1	421,3	438,4	478,2	499,6	538,8	563,9
Autres opérations (prêts)	0,7	15,7	11,2	79,3	45,3	50,1	47,8	55,2	55,2	59,6	59,0
Solde net des investissements directs	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	540,3	596,4
Capitaux propres	268,8	322,8	403,5	433,3	478,1	438,3	484,0	503,7	507,9	494,4	556,5
Entreprises cotées	1,4	- 4,5	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 28,4	- 9,5	- 8,5
Entreprises non cotées et immobilier	267,4	327,3	400,7	430,4	484,5	459,0	512,0	525,2	536,3	503,9	564,9
Autres opérations (prêts)	- 2,1	5,2	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	51,8	45,9	40,0

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2018 sont estimés à partir des encours à fin 2017, des flux d'investissements directs de l'année 2018 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011. Les encours des sociétés cotées sont valorisés en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

5.3 Évolution des investissements directs entre fin 2016 et fin 2017 (en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2016 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2017 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2017 ^{a)}
			Total ^{b)}	dont variation monétaire ou effet-change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
Investissements directs français à l'étranger	1 218,9	36,6	- 32,7	- 57,9	1,5	23,7	3,9	1 222,9
Capitaux propres	1 111,9	36,0	- 30,6	- 49,2	1,5	17,0	5,3	1 117,3
Entreprises cotées	76,0	4,9	- 6,3	- 3,6	1,5	- 4,2	- 1,4	74,6
Entreprises non cotées et immobilier	1 036,0	31,1	- 24,4	- 45,6	0,0	21,2	6,7	1 042,7
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	107,0	0,7	- 2,1	- 8,7	0,0	6,6	- 1,4	105,6
Investissements directs étrangers en France	659,2	26,4	- 3,2	0,0	17,8	- 21,0	23,3	682,5
Capitaux propres	604,0	31,1	- 12,3	- 0,1	17,8	- 30,1	18,8	622,9
Entreprises cotées	104,4	1,9	- 22,2	0,0	13,9	- 36,1	- 20,3	84,1
Entreprises non cotées et immobilier	499,6	29,2	10,0	- 0,1	4,0	6,0	39,2	538,8
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	55,2	- 4,6	9,1	0,0	0,0	9,0	4,4	59,6
Position nette	559,7	10,2	- 29,5	- 57,9	- 16,3	44,7	- 19,4	540,3
Capitaux propres	507,9	4,9	- 18,4	- 49,1	- 16,3	47,1	- 13,5	494,4
Entreprises cotées	- 28,4	3,0	16,0	- 3,6	- 12,3	31,9	18,9	- 9,5
Entreprises non cotées et immobilier	536,3	1,9	- 34,3	- 44,2	- 4,0	15,2	- 32,4	503,9
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	51,8	5,3	- 11,1	- 8,7	0,0	- 2,4	- 5,9	45,9

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de la balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016 ^{b)}	2017 ^{b)}	2018 ^{c)}	2018 (en %)
Union européenne (à 28)	667,0	683,9	721,6	793,1	60,2
Union économique et monétaire (à 19)	504,2	527,6	554,6	609,6	46,3
dont :					
Allemagne	56,6	59,0	69,9	71,1	5,4
Belgique	152,8	157,0	148,7	152,6	11,6
Espagne	42,2	46,8	49,5	49,9	3,8
Irlande	21,4	18,6	20,7	22,5	1,7
Italie	52,9	62,0	65,4	91,0	6,9
Luxembourg	46,5	44,5	55,1	52,5	4,0
Pays-Bas	119,5	127,7	131,7	154,9	11,8
Autres pays de l'Union européenne	162,8	156,3	167,0	183,5	13,9
dont :					
Danemark	6,8	7,4	8,3	12,0	0,9
Pologne	15,4	16,3	16,0	16,7	1,3
République tchèque	8,7	8,1	8,3	8,7	0,7
Roumanie	4,3	4,3	4,3	4,7	0,4
Royaume-Uni	118,8	110,3	118,5	129,3	9,8
Suède	4,3	5,3	7,4	7,4	0,6
Reste du monde	497,9	535,1	501,3	523,9	39,8
dont :					
Afrique du Sud	2,1	2,5	2,2	1,8	0,1
Algérie	2,2	2,7	2,3	2,7	0,2
Angola	10,0	9,3	7,1	4,3	0,3
Arabie saoudite	5,1	5,1	4,3	5,1	0,4
Argentine	3,2	2,9	3,2	1,9	0,1
Australie	11,6	11,7	10,3	16,1	1,2
Bermudes	2,6	3,6	4,6	20,2	1,5
Brésil	18,4	24,0	24,8	23,7	1,8
Chine	22,8	23,1	21,1	21,0	1,6
Canada	9,0	11,4	10,3	8,0	0,6
Congo	5,0	5,3	4,0	3,1	0,2
Corée du Sud	4,3	4,0	4,2	4,9	0,4
Égypte	3,4	1,9	1,3	0,8	0,1
Émirats arabes unis	-0,9	-0,8	1,5	1,2	0,1
États-Unis	208,4	225,8	205,6	207,2	15,7
Hong Kong	11,2	9,8	9,4	10,0	0,8
Inde	5,3	5,5	5,6	5,5	0,4
Indonésie	2,5	2,6	1,2	0,3	0,0
Israël	2,8	3,0	2,7	2,7	0,2
Japon	25,9	26,4	24,9	25,2	1,9
Jersey	0,3	0,4	0,3	0,3	0,0
Kazakhstan	10,5	10,7	9,1	9,2	0,7
Maroc	9,6	10,0	11,1	11,1	0,8
Mexique	2,4	2,4	4,4	4,9	0,4
Nigéria	9,1	11,0	9,3	9,4	0,7
Qatar	2,9	3,1	1,4	2,7	0,2
Russie	9,3	16,9	16,1	18,2	1,4
Singapour	11,1	9,9	9,5	9,0	0,7
Suisse	39,2	42,2	42,3	50,1	3,8
Thaïlande	1,8	1,9	1,4	0,8	0,1
Turquie	3,9	3,6	3,9	3,4	0,3
Ukraine	0,4	0,5	0,7	0,8	0,1
Total	1 164,9	1 218,9	1 222,9	1 317,0	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2017 et des flux d'investissements directs de l'année 2018.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016 ^{b)}	2017 ^{b)}	2018 ^{c)}	2018 (en %)
Union européenne (à 28)	457,9	476,7	494,8	532,2	73,8
Union économique et monétaire (à 19)	373,8	396,2	398,1	427,0	59,2
dont :					
Allemagne	60,5	51,4	61,4	63,4	8,7
Belgique	53,4	59,4	54,7	52,9	7,3
Espagne	15,9	18,5	20,9	21,9	3,0
Finlande	1,4	14,5	4,6	2,6	0,4
Irlande	3,5	2,4	3,9	2,1	0,3
Italie	17,0	19,4	21,4	23,0	3,2
Luxembourg	130,5	139,6	136,5	161,1	22,5
Pays-Bas	85,2	84,0	87,7	94,0	13,0
Autres pays de l'Union européenne	84,1	80,4	96,7	105,2	14,6
dont :					
Danemark	5,5	5,6	5,8	6,0	0,8
Pologne	- 2,3	- 2,6	- 1,9	- 1,5	- 0,2
République tchèque	0,3	0,5	0,4	0,3	0,0
Roumanie	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	75,1	71,3	86,4	94,2	13,1
Suède	5,0	5,1	5,3	5,3	0,7
Reste du monde	173,5	182,5	187,7	188,3	26,2
Algérie	0,6	0,3	0,3	0,3	0,0
Arabie saoudite	0,7	0,3	0,4	0,4	0,1
Australie	0,5	1,3	1,1	1,0	0,1
Bermudes	0,0	- 0,2	0,0	0,0	0,0
Brésil	- 0,2	0,2	0,4	0,4	0,1
Canada	2,7	4,2	5,9	7,3	1,3
Chine	1,5	2,6	3,0	3,3	0,5
Corée du Sud	0,7	0,7	0,8	1,2	0,2
Égypte	0,2	0,3	0,2	0,1	0,0
Émirats arabes unis	1,2	1,7	1,5	1,5	0,2
États-Unis	61,9	58,3	54,0	47,0	6,5
Gabon	0,1	0,5	0,5	0,5	0,1
Hong Kong	3,2	3,8	5,1	5,3	0,7
Île de Man	0,4	0,1	0,1	0,1	0,0
Îles Vierges britanniques	0,4	0,1	0,1	0,7	0,1
Inde	0,1	0,3	0,2	0,2	0,0
Israël	0,2	0,6	0,6	0,6	0,1
Japon	14,2	12,5	13,4	12,3	1,7
Jersey	0,8	0,1	0,3	0,3	0,0
Liban	1,3	2,8	3,2	3,5	0,5
Maroc	0,4	1,6	1,7	1,8	0,2
Mexique	0,3	1,0	0,9	0,8	0,1
Qatar	1,8	3,6	4,2	3,6	0,5
Russie	1,6	0,5	0,8	0,8	0,1
Singapour	1,1	1,7	1,7	1,6	0,2
Suisse	66,0	72,8	75,2	81,5	11,2
Thaïlande	0,0	0,4	0,4	0,4	0,1
Turquie	0,3	0,3	0,2	0,2	0,0
Total	631,4	659,2	682,5	720,5	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2017 et des flux d'investissements directs de l'année 2018.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition sectorielle des investissements directs français à l'étranger
en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018 ^{b)}	2018 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,5	0,4	0,3	0,3	0,0
Industries extractives	95,0	107,9	87,7	87,1	6,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	89,7	99,7	80,6	77,2	5,8
Industries manufacturières	343,4	361,0	349,3	392,0	29,7
dont : Industries agricoles et alimentaires	55,3	58,2	72,8	78,9	6,0
Industrie du textile et habillement	12,1	12,7	10,0	11,6	0,9
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,3	2,1	1,9	1,9	0,1
Cokéfaction et raffinage	16,5	16,8	17,6	17,1	1,3
Industrie chimique	34,5	40,0	38,3	39,5	3,0
Industrie pharmaceutique	61,0	61,6	58,9	56,8	4,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12,3	12,5	17,8	25,5	1,9
Industries métallurgiques	5,1	7,5	10,2	9,2	0,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	14,0	24,8	7,3	6,6	0,5
Fabrication de machines et équipements	6,4	6,6	6,5	6,4	0,5
Industrie automobile	42,3	42,5	38,8	37,6	2,8
Fabrication d'autres matériels de transport	19,5	16,9	19,4	21,5	1,6
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	82,0	81,4	80,0	81,7	6,2
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	5,1	4,7	4,8	5,3	0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	4,2	3,8	3,7	4,4	0,3
Construction	25,2	21,4	15,6	15,0	1,1
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	83,8	90,2	97,0	107,9	8,2
dont : Commerce de gros	24,8	24,8	32,2	41,1	3,1
Commerce de détail	53,0	58,6	58,4	58,6	4,4
Transports et entreposage	8,3	8,2	8,3	8,0	0,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,9	0,8	1,0	1,1	0,1
Transports par eau	0,4	- 1,3	- 0,2	- 0,2	0,0
Transports aériens	0,7	1,4	0,4	0,3	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	6,3	7,3	7,0	6,8	0,5
Hébergement et restauration	11,8	12,3	18,1	13,4	1,0
Information et communication	73,0	71,5	69,4	75,1	6,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	15,0	16,5	14,6	13,9	1,3
Télécommunications	33,2	29,5	28,5	27,6	2,1
Activités financières et d'assurance	285,8	306,2	314,6	329,6	25,0
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	166,3	182,8	172,0	177,5	13,4
Activités des sociétés holding	32,2	32,9	37,3	43,8	3,3
Assurance	67,5	69,0	70,5	76,1	5,8
Activités immobilières ^{c)}	69,9	70,4	73,0	93,6	7,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,9	45,9	64,3	63,7	4,8
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,9	0,9	0,9	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	17,9	16,1	25,8	26,2	2,0
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	14,8	14,9	20,9	19,3	1,5
Recherche-développement scientifique	0,3	0,5	0,5	0,5	0,0
Publicité et études de marché	14,0	16,0	18,1	18,8	1,4
Activités de services administratifs et de soutien	5,0	5,6	9,0	6,1	0,5
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	2,7	2,6	2,5	2,4	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,5	0,5	0,4	0,5	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	24,9	28,2	28,1	34,7	2,6
Total	1 164,9	1 218,9	1 222,9	1 317,0	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2017 et des flux d'investissements directs de l'année 2018.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.7 Répartition sectorielle des investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018 ^{b)}	2018 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,5	0,6	0,7	0,8	0,1
Industries extractives	3,9	4,6	4,7	3,8	0,5
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,8	1,1	0,8	0,7	0,1
Industries manufacturières	152,9	170,3	164,1	176,9	24,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	30,2	25,2	26,5	27,3	3,8
Industrie du textile et habillement	3,3	3,0	1,8	1,2	0,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	3,3	4,0	4,1	4,3	0,6
Cokéfaction et raffinage	0,8	0,7	1,2	1,2	0,2
Industrie chimique	29,3	32,9	35,3	40,7	5,6
Industrie pharmaceutique	30,6	31,8	31,7	24,4	3,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	5,3	6,2	8,9	9,5	1,3
Industries métallurgiques	7,7	7,1	9,1	9,7	1,3
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	5,9	25,1	15,2	6,5	0,9
Fabrication de machines et équipements	2,8	2,8	2,9	3,1	0,4
Industrie automobile	10,6	10,0	8,5	7,3	1,0
Fabrication d'autres matériels de transport	4,8	4,0	8,3	9,1	1,3
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	3,4	4,2	4,5	4,8	0,7
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,6	0,7	0,6	0,6	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	20,6	21,7	19,6	19,4	2,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	47,1	44,5	45,5	45,7	6,3
dont : Commerce de gros	22,9	23,2	27,7	29,1	4,0
Commerce de détail	22,2	19,3	15,7	13,6	1,9
Transports et entreposage	8,9	9,5	10,6	11,6	1,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,1	1,0	2,1	2,3	0,3
Transports par eau	2,2	2,0	2,7	3,4	0,5
Transports aériens	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	5,5	6,0	5,4	5,4	0,7
Hébergement et restauration	5,2	7,2	7,2	7,0	1,0
Information et communication	15,3	17,3	20,3	21,1	2,9
dont : Cinéma, vidéo et télévision	1,8	2,9	3,3	2,6	0,4
Télécommunications	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,2	0,0
Activités financières et d'assurance	174,2	163,8	169,6	185,5	26,2
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	54,0	43,8	39,9	45,0	6,3
Activités des sociétés holding	69,4	70,8	78,3	87,6	12,6
Assurance	22,2	24,8	25,0	25,2	3,5
Activités immobilières ^{c)}	140,1	136,3	144,9	151,0	20,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	32,6	37,8	41,9	42,2	5,8
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,2	0,4	1,1	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	21,3	25,0	26,5	26,6	3,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	6,3	6,8	9,5	8,5	1,2
Recherche-développement scientifique	2,7	3,4	3,1	3,6	0,5
Publicité et études de marché	1,5	1,8	1,8	1,9	0,3
Activités de services administratifs et de soutien	8,0	8,8	14,6	19,6	2,7
Enseignement	1,0	1,3	1,7	1,8	0,2
Santé humaine et action sociale	2,9	3,5	4,8	5,1	0,7
Arts, spectacles et activités récréatives	0,7	0,9	0,9	1,1	0,2
Autres activités de services	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	13,2	26,2	26,3	22,6	3,1
Total	631,4	659,2	682,5	720,5	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2017 et des flux d'investissements directs de l'année 2018.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2018
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
ACCOR	Hôtels et hébergements
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
AXA	Assurance
BNP PARIBAS	Activités des services financiers
CARREFOUR	Grande distribution
CRÉDIT AGRICOLE	Activités des services financiers
DANONE	Industries agricoles et alimentaires
EDF	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ESSILORLUXOTTICA	Fabrication de lunettes et montures
FINANCIÈRE PINAULT (KERING)	Commerce de détail
GROUPE ARNAULT (LVMH)	Industrie du textile et habillement
L'ORÉAL	Cosmétiques
MICHELIN	Fabrication de pneumatiques
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
PUBLICIS	Activités des agences de publicité
RENAULT	Industrie automobile
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Autres industries manufacturières
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Activités des services financiers
SUEZ	Environnement et services aux collectivités
TOTAL	Extraction de pétrole et de gaz
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	Immobilier commercial
VIVENDI	Information et communication

5.9 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2018
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ALLERGAN	États-Unis	Industrie pharmaceutique
ALLIANZ	Allemagne	Assurance
ALTICE	Pays-Bas	Information et communication
ARCELORMITTAL	Luxembourg	Industries métallurgiques
AVIVA	Royaume-Uni	Assurance
DANAHER	États-Unis	Autres industries manufacturières
DEL VECCHIO LEONARDO	Italie	Fabrication de lunettes et montures
DEXIA (État Belge)	Belgique	Activités des services financiers
DIAGEO	Royaume-Uni	Industries agricoles et alimentaires
HEIDELBERGCEMENT	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC	Royaume-Uni	Activités des services financiers
IBM	États-Unis	Industrie électronique
KINGFISHER GROUP	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGE HOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MARS	États-Unis	Industrie agroalimentaire
MERCK	Allemagne	Industrie pharmaceutique
MONDELEZ INTERNATIONAL	États-Unis	Industrie agroalimentaire
NESTLÉ	Suisse	Industrie agroalimentaire
NISSAN MOTOR	Japon	Industrie automobile
NOKIA	Finlande	Télécommunications
S.A.P.	Allemagne	Edition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
SIMON PROPERTY GROUP	États-Unis	Activités immobilières
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	États-Unis	Fabrication d'autres matériels de transport

5.10 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents
Par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 916,4	476,4	2 392,8	1 916,2	538,9	2 455,1	1 851,4	526,8	2 378,2
Actions et titres d'OPC	447,6	267,5	715,1	505,0	311,2	816,2	448,1	259,8	707,9
Actions	234,8	214,8	449,6	257,1	253,7	510,8	208,6	205,7	414,3
Titres d'OPC	212,8	52,6	265,5	248,0	57,5	305,5	239,5	54,1	293,6
Titres de créance à long terme	1 329,6	166,5	1 496	1 264,1	176,7	1 440,8	1 262,9	200,4	1 463,3
Titres de créance à court terme	139,2	42,4	181,7	147,1	50,9	198,0	140,4	66,6	207,0
Bons du Trésor à moins d'un an	23,3	31,1	54,4	16,1	40,7	56,9	20,8	55,3	76,1
Autres titres de créance à court terme	115,9	11,4	127,2	131	10,2	141,2	119,6	11,3	130,9
Non-résidents sur titres français	2 663,8	465,5	3 129,3	2 747,7	426,2	3 173,9	2 650,7	444,8	3 095,5
Actions et titres d'OPC	812,2	11,1	823,3	908,9	9,5	918,5	806,7	8,1	814,8
Actions	620,8	0,0	620,8	699,8	0,0	699,8	618,9	0,0	618,9
Titres d'OPC	191,4	11,1	202,5	209,1	9,5	218,6	187,8	8,1	195,9
Titres de créance à long terme	1 694,7	392,8	2 087,5	1 671,7	361,8	2 033,5	1 692,8	379,5	2 072,3
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	968,1		968,1	954,1		954,1	951,6		951,6
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)	29,1		29,1	0,0		0,0	0,0		0,0
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	697,5	392,8	1 090,3	717,6	361,8	1 079,3	741,2	379,5	1 120,7
Titres de créance à court terme	156,9	61,6	218,5	167,1	54,9	222,0	151,3	57,1	208,4
Bons du Trésor à moins d'un an	118,6		118,6	113,6		113,6	100,7		100,7
Autres titres de créance à court terme	38,3	61,6	99,9	53,5	54,9	108,4	50,6	57,1	107,7
Position nette	- 747,4	10,9	- 736,5	- 831,5	112,7	- 718,8	- 799,3	82,0	- 717,3

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.11 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents
Par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	304,7	1 210,2	1 514,9	266,7	1 256,3	1 522,9	264,6	1 202,7	1 467,3
Actions et titres d'OPC	43,4	423,4	466,8	42,5	489,8	532,3	36,4	439,4	475,8
Titres de créance à long terme	193,3	755,1	948,4	158,8	742,4	901,2	162,0	734,1	896,1
Titres de créance à court terme	68,0	31,7	99,7	65,3	24,1	89,4	66,3	29,2	95,4
Émetteurs hors zone euro	244,9	633,0	877,9	266,9	665,2	932,2	268,2	642,7	910,9
Actions et titres d'OPC	58,4	189,9	248,2	77,0	206,9	283,9	60,2	171,9	232,1
Titres de créance à long terme	140,6	407,1	547,6	131,7	407,9	539,6	156,0	411,3	567,3
Titres de créance à court terme	45,9	36,1	82,0	58,2	50,4	108,6	52,0	59,6	111,6
Tous émetteurs	549,5	1 843,2	2 392,8	533,6	1 921,5	2 455,1	532,8	1 845,4	2 378,2
Actions et titres d'OPC	101,8	613,3	715,1	119,5	696,7	816,2	96,6	611,3	707,9
Titres de créance à long terme	333,8	1 162,2	1 496,0	290,5	1 150,3	1 440,8	317,9	1 145,4	1 463,3
Titres de créance à court terme	113,9	67,8	181,7	123,6	74,5	198,0	118,3	88,7	207,0

5.12 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents

Par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 663,8	465,5	3 129,3	2 747,7	426,2	3 173,9	2 650,7	444,8	3 095,5
Administrations publiques	1 202,9	73,4	1 276,4	1 155,4	72,6	1 228,0	1 143,2	50,6	1 193,9
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	968,1		968,1	954,1		954,1	951,6		951,6
Autres titres de créance à long terme	81,6	48,6	130,2	84,9	42,1	127,0	84,6	34,8	119,4
Bons du trésor (BTAN et BTF)	147,7		147,7	113,6		113,6	100,7		100,7
Autres titres de créance à court terme	5,6	24,8	30,4	2,8	30,5	33,2	6,4	15,9	22,3
Institutions financières monétaires	470,5	228,4	698,9	504,0	210,2	714,2	491,4	254,2	745,6
Actions et titres d'OPC	103,2	0,3	103,6	116,0	0,3	116,3	98,6	0,2	98,8
Titres de créance à long terme	341,3	193,1	534,3	344,9	187,1	532,0	357,1	214,8	571,9
Titres de créance à court terme	26,0	35,0	61,0	43,1	22,9	65,9	35,7	39,1	74,8
Autres secteurs	990,3	163,7	1 154,0	1 088,3	143,4	1 231,7	1 016,1	139,9	1 156,0
Actions et titres d'OPC	709,0	10,7	719,7	792,9	9,2	802,1	708,1	7,9	715,9
Titres de créance à long terme	274,7	151,1	425,7	287,8	132,6	420,4	299,5	129,9	429,5
Titres de créance à court terme	6,6	1,9	8,5	7,6	1,6	9,2	8,4	2,2	10,6

5.13 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur
et par nature de titres

(en milliards d'euros)

	2017					2018				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 28)	600,0	1 113,0	148,7	1 861,7	75,8	529,6	1 097,3	144,1	1 771,0	74,5
Union économique et monétaire (à 19)	532,3	901,2	89,4	1 522,9	62,0	475,8	896,1	95,4	1 467,3	61,7
dont :										
Allemagne	89,1	86,8	8,4	184,3	7,5	67,8	86,6	8,7	163,0	6,9
Autriche	2,6	36,7	0,1	39,3	1,6	1,9	33,9	0,0	35,8	1,5
Belgique	17,2	61,8	15,2	94,2	3,8	11,4	56,2	12,1	79,7	3,4
Espagne	31,0	121,7	12,4	165,1	6,7	19,9	118,9	16,1	154,9	6,5
Finlande	7,7	18,0	0,2	25,9	1,1	7,5	18,4	0,1	26,0	1,1
Grèce	0,4	3,4	0,3	4,1	0,2	0,2	3,1	0,3	3,5	0,1
Irlande	61,2	50,1	9,3	120,6	4,9	54,3	47,8	6,3	108,4	4,6
Italie	30,1	183,7	10,8	224,6	9,1	28,0	164,9	6,2	199,1	8,4
Luxembourg	236,4	132,6	12,6	381,6	15,5	235,2	155,4	14,3	404,9	17,0
Pays-Bas	54,0	165,8	18,9	238,7	9,7	46,7	170,9	30,0	247,6	10,4
Portugal	2,1	16,2	0,6	18,9	0,8	2,3	14,6	0,8	17,6	0,7
Autres pays de l'Union européenne	67,7	211,8	59,3	338,8	13,8	53,8	201,3	48,7	303,7	12,8
dont :										
Pologne	2,1	4,9	0,0	7,0	0,3	2,8	5,3	0,1	8,1	0,3
République tchèque	0,2	2,8	0,0	3,0	0,1	0,1	2,1	0,0	2,2	0,1
Roumanie	0,3	0,7	0,0	1,0	0,0	0,2	0,9	0,0	1,1	0,0
Royaume-Uni	52,6	131,4	51,6	235,6	9,6	38,5	127,2	43,2	209,0	8,8
Suède	5,8	23,9	5,6	35,2	1,4	4,5	22,1	3,4	30,1	1,3
Reste du monde	216,2	327,8	49,4	593,4	24,2	178,3	366,0	62,9	607,2	25,5
dont :										
Bermudes	1,4	0,5	0,1	1,9	0,1	1,4	0,4	0,0	1,8	0,1
Brésil	4,6	1,8	0,0	6,4	0,3	4,7	2,4	0,0	7,1	0,3
Chine	9,8	1,1	0,0	11,0	0,4	8,6	1,2	0,0	9,8	0,4
Corée du sud	6,2	2,7	0,1	9,0	0,4	4,6	4,6	0,0	9,2	0,4
États-Unis	89,0	163,4	5,9	258,3	10,5	74,1	178,3	7,9	260,3	10,9
Îles Cayman	7,6	5,0	0,0	12,6	0,5	7,2	4,3	0,0	11,5	0,5
Inde	9,1	0,7	0,0	9,8	0,4	5,8	0,4	0,0	6,2	0,3
Japon	28,5	37,2	38,9	104,5	4,3	22,4	54,1	52,9	129,3	5,4
Jersey	2,8	5,1	0,1	7,9	0,3	3,2	4,9	0,0	8,1	0,3
Russie	1,9	0,4	0,0	2,3	0,1	2,2	0,1	0,0	2,2	0,1
Suisse	25,5	3,4	1,1	30,0	1,2	20,8	3,7	0,0	24,6	1,0
Turquie	0,8	1,6	0,0	2,4	0,1	0,6	1,8	0,0	2,3	0,1
Total	816,2	1 440,8	198,0	2 455,1	100,0	707,9	1 463,3	207,0	2 378,2	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 443,4	71,5	1 514,9	1 442,3	80,7	1 522,9	1 385,4	81,9	1 467,3
Actions et titres d'OPC	427,1	39,7	466,8	488,0	44,3	532,3	433,2	42,6	475,8
Actions	225,6	1,8	227,5	252,5	2,7	255,1	202,1	3,1	205,3
Titres d'OPC	201,5	37,9	239,4	235,5	41,6	277,2	231,1	39,4	270,5
Titres de créance à long terme	921,5	26,9	948,4	867,7	33,6	901,2	862,9	33,2	896,1
Titres de créance à court terme	94,8	4,9	99,7	86,6	2,8	89,4	89,3	6,1	95,4
Bons du Trésor à moins d'un an	23,3	0,0	23,3	16,1	0,0	16,1	20,8	0,2	20,9
Autres titres de créance à court terme	71,5	4,9	76,3	70,5	2,8	73,3	68,5	5,9	74,5
Émetteurs hors zone euro	473,0	404,9	877,9	473,9	458,3	932,2	466,0	444,9	910,9
Actions et titres d'OPC	20,5	227,7	248,2	17,0	266,9	283,9	14,9	217,2	232,1
Actions	9,1	213,0	222,1	4,6	251,1	255,6	6,5	202,5	209,0
Titres d'OPC	11,4	14,7	26,1	12,4	15,9	28,3	8,4	14,7	23,1
Titres de créance à long terme	408,1	139,5	547,6	396,4	143,2	539,6	400,0	167,2	567,3
Titres de créance à court terme	44,4	37,6	82,0	60,5	48,2	108,6	51,1	60,4	111,6
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	31,1	31,1	0,0	40,7	40,7	0,0	55,1	55,1
Autres titres de créance à court terme	44,4	6,5	50,9	60,5	7,4	67,9	51,1	5,3	56,4

5.15 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	575,4	676,9	- 101,5	614,7	740,4	- 125,8	961,5	1 172,1	- 210,6
... vis-à-vis de la zone euro	323,7	299,9	23,8	352,5	337,1	15,4	534,7	471,7	63,0
... vis-à-vis des pays hors zone euro	251,8	377,0	- 125,2	262,2	403,3	- 141,1	426,8	700,4	- 273,6
Devises	628,2	609,5	18,7	615,0	587,9	27,1	661,3	622,0	39,3
... vis-à-vis de la zone euro	57,8	103,8	- 46,0	57,3	114,6	- 57,4	63,0	123,2	- 60,2
... vis-à-vis des pays hors zone euro	570,4	505,7	64,6	557,7	473,3	84,5	598,3	498,8	99,5
Total	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3

5.16 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	745,0	785,3	- 40,3	747,4	775,5	- 28,0	891,4	1 027,4	- 136,0
Euros	403,0	417,6	- 14,6	410,8	455,6	- 44,8	532,5	684,7	- 152,2
Devises	342,0	367,7	- 25,7	336,6	319,8	16,8	358,9	342,7	16,2
Clientèle financière et non financière	458,7	501,2	- 42,5	482,2	552,8	- 70,6	731,4	766,7	- 35,3
Euros	172,5	259,3	- 86,8	203,8	284,8	- 80,9	429,0	487,4	- 58,5
Devises	286,2	241,9	44,3	278,4	268,1	10,3	302,4	279,3	23,1
Total	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3

5.17 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2016			2017			2018		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	624,7	737,5	- 112,8	626,2	798,2	- 172,0	967,4	1 213,1	- 245,7
Union économique et monétaire (à 19)	381,5	403,7	- 22,2	409,7	451,7	- 42,0	597,7	594,8	2,8
dont : Allemagne	43,7	97,3	- 53,6	56,9	98,8	- 42,0	65,9	126,3	- 60,4
Belgique	19,2	26,5	- 7,3	28,8	39,1	- 10,3	41,4	46,5	- 5,1
Espagne	65,9	18,5	47,4	64,6	22,7	41,8	77,2	35,9	41,3
Irlande	32,3	25,4	7,0	27,9	24,5	3,4	31,2	24,3	7,0
Italie	100,9	36,6	64,3	103,8	40,3	63,6	233,7	75,6	158,1
Luxembourg	64,5	153,8	- 89,4	68,4	166,5	- 98,1	82,4	209,0	- 126,6
Pays-Bas	40,2	29,1	11,1	45,5	46,7	- 1,1	47,5	62,5	- 15,0
Autres pays de l'Union européenne	243,2	333,8	- 90,7	216,5	346,5	- 130,0	369,7	618,2	- 248,5
dont : Pologne	4,6	2,2	2,4	5,7	2,2	3,6	6,5	3,3	3,2
République tchèque	1,4	0,5	0,9	2,3	0,6	1,7	2,9	0,8	2,1
Roumanie	1,6	0,1	1,5	1,5	0,2	1,3	1,4	0,5	1,0
Royaume-Uni	226,3	297,4	- 71,1	199,7	315,7	- 116,0	349,9	581,1	- 231,3
Suède	1,8	2,6	- 0,8	2,0	3,3	- 1,3	1,9	2,9	- 1,0
Reste du monde	579,0	548,9	30,1	603,5	530,1	73,4	655,4	581,0	74,4
dont : Brésil	7,2	0,6	6,6	8,9	0,6	8,3	8,9	2,7	6,2
Chine	18,2	13,5	4,7	20,9	6,8	14,1	21,0	5,4	15,6
États-Unis	139,8	200,7	- 60,9	149,3	195,0	- 45,7	166,0	257,4	- 91,3
Inde	2,6	0,5	2,1	2,7	1,5	1,2	2,3	1,9	0,4
Japon	149,1	53,7	95,4	127,4	43,3	84,1	131,5	24,0	107,5
Russie	7,2	13,7	- 6,5	7,0	7,8	- 0,8	6,0	17,0	- 11,0
Suisse	46,4	41,2	5,2	53,5	38,8	14,6	54,2	46,5	7,8
Turquie	9,6	0,4	9,2	8,3	0,3	8,0	8,7	0,3	8,4
Centres extraterritoriaux	101,1	128,0	- 26,9	128,8	139,1	- 10,3	143,1	133,2	9,9
Total	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6	1 622,8	1 794,1	- 171,3

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.18 Répartition par instruments des prêts-emprunts des IFM résidentes

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'étranger			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Créances	1 203,7	1 229,7	1 622,8	822,2	819,9	1 025,1
Dépôts	732,4	734,8	878,7	445,4	431,2	525,0
Prêts	457,7	481,6	723,4	363,9	375,9	487,3
Autres comptes à payer/à recevoir	13,6	13,2	20,7	12,8	12,8	12,9
Engagements	1 286,4	1 328,3	1 794,1	882,8	876,6	1 199,3
Dépôts	1 285,2	1 327,0	1 777,5	882,3	875,8	1 190,5
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à payer/à recevoir	1,3	1,3	16,6	0,4	0,8	8,7
Position	- 82,8	- 98,6	- 171,3	- 60,6	- 56,6	- 174,1
Dépôts	- 552,7	- 592,2	- 898,8	- 436,9	- 444,6	- 665,6
Prêts	457,7	481,6	723,4	363,9	375,9	487,3
Autres comptes à payer/à recevoir	12,3	12,0	4,1	12,4	12,0	4,1

5.19 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire)

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année			Variation 2018
	2016	2017	2018	
Créances	402,6	425,2	416,8	- 8,4
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	149,6	152,7	151,5	- 1,2
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	109,7	105,0	97,9	- 7,1
Euros	109,7	105,0	97,9	- 7,1
Devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	39,9	47,6	53,5	5,9
Euros	2,9	2,7	2,3	- 0,3
Devises	37,0	44,9	51,2	6,3
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	0,0	30,0	0,0	- 30,0
Autres créances	24,9	24,1	30,3	6,2
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,0	1,8	1,7	- 0,1
Euros	0,0	1,8	1,6	- 0,1
Devises	1,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances vis-à-vis de résidents hors zone euro hors France	14,2	12,6	18,9	6,3
Euros	2,6	0,4	0,2	- 0,3
Devises	11,6	12,2	18,7	6,5
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	88,9	87,9	89,5	1,5
Avoirs de réserve	139,2	130,4	145,6	15,1
Engagements	273,0	298,3	289,9	- 8,4
Engagements envers le SEBC (TARGET2)	13,8	0,0	2,3	2,3
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,9	12,0	12,3	0,3
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	121,2	159,0	144,0	- 15,0
Euros	36,9	85,5	62,5	- 23,0
Devises	84,3	73,5	81,5	8,0
Billets	125,1	127,2	131,3	4,0
Position	129,6	126,9	126,9	- 0,1
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 9,7	- 3,5	- 18,7	- 15,2

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.20 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques
vis-à-vis des non-résidents

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2016	2017	2018
Créances	101,2	102,5	102,8
<i>Euros</i>	82,0	81,5	81,0
<i>Devises</i>	19,3	21,0	21,8
Participation au capital des organismes internationaux	42,5	44,4	45,2
Créances à long terme	100,6	102,1	102,4
Créances à court terme	0,6	0,4	0,4
Engagements	58,6	63,5	66,8
<i>Euros</i>	58,6	63,5	66,8
<i>Devises</i>	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	48,7	50,6	52,3
Engagements à court terme	9,9	12,9	14,5
Position	42,6	39,0	36,1
<i>Euros</i>	23,3	18,0	14,2
<i>Devises</i>	19,3	21,0	21,8

5.21 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2016			2017			2018		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	309,8	37,7	347,4	309,3	36,6	345,9	101,7	48,5	150,3
Secteur financier ^{a)}	235,5	15,2	250,7	232,3	12,9	245,2	12,5	17,9	30,4
Secteur non financier ^{b)}	74,3	22,5	96,8	77,1	23,6	100,7	89,2	30,7	119,9
Engagements	285,4	33,9	319,3	317,0	29,4	346,4	88,2	36,7	124,9
Secteur financier ^{a)}	228,3	19,3	247,6	267,9	13,4	281,3	25,7	20,6	46,3
Secteur non financier ^{b)}	57,1	14,6	71,8	49,0	16,0	65,0	62,5	16,1	78,6
Position	24,3	3,8	28,1	- 7,6	7,2	- 0,4	13,5	11,8	25,3

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

La reclassification d'un important intermédiaire financier en IFM explique les fortes variations en 2018.